

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

La grève générale de 1936 arrache les revendications

Les journées d'action de 2016 laissent passer la loi travail



n° 18 juillet - août 2016 1 euro

Attentats Leur guerre, nos morts

Deux attentats islamistes en juillet en France

Lors du feu d'artifice du 14 juillet à Nice, un fanatique a fauché avec un camion de location plusieurs centaines de spectateurs, causant 85 morts et 434 blessés. L'EI-Daech a revendiqué l'attentat.

> *L'auteur de l'opération... menée à Nice en France est un soldat de l'État islamique. Il a exécuté l'opération en réponse aux appels lancés pour prendre pour cible les ressortissants des pays de la coalition qui combat l'EI.* (EI, *Communiqué*, 16 juillet)

Comme la plupart des terroristes islamistes, l'assassin de civils désarmés était un délinquant, auteur de vols, de violence routière, de violences répétées sur sa femme et ses enfants.

Considérer comme responsables de la politique d'un pays tous ses ressortissants est stupide et réactionnaire. Cette logique délirante du nationalisme n'est pas propre à l'EI-Daech, mais elle lui a servi à justifier des attentats contre des militants kurdes en Turquie, des artistes (*Charlie Hebdo...*), des Juifs (école de Toulouse, supermarché casher...), des homosexuels (*Pulse* d'Orlando), de simples voyageurs (train, avion...) ou des travailleurs coupables à leurs yeux de prendre des loisirs : musée, stade, salle de concert, boîte de nuit, café et restaurant, maintenant feu d'artifice...

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

Dans ces derniers cas, les victimes comptent forcément des descendants d'immigrés venus d'Afrique et d'Asie ainsi que des touristes et des migrants. Dans l'attentat de Nice, figurent parmi les assassinés 5 Algériens, 5 Italiens, 4 Tunisiens, 4 Marocains, 4 Kazakhs, 3 Suisses, 3 Américains, 2 Brésiliens, 2 Malgaches, 2 Polonais, 2 Russes, 2 Estoniens...

Le 26 juillet, deux jeunes déclassés au passé violent, fanatisés par l'EI, égorgent un vieillard de 86 ans dans une église à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine maritime) parce qu'il était membre du clergé catholique.

Un mouvement d'abord tourné contre les peuples du Proche-Orient

La plupart des immigrés et de leurs descendants savent que, là où les troupes de l'EI (qui comprennent des centaines de citoyens français) prennent le pouvoir (dans une partie de la Syrie et de l'Irak), elles épurent la population en fonction de l'ethnie, de la religion, de l'orientation sexuelle... C'est plus facile que d'attaquer l'armée d'Israël. L'EI procurait du prestige et des avantages très matériels aux déclassés venus de l'étranger et elle promet en outre le paradis aux combattants et aux crétins fanatisés qui mènent des attentats-suicides.

L'islamisme politique est, comme les partis fascistes et xénophobes du type FN des pays impérialistes, le produit de la décomposition du capitalisme, de l'étranglement des pays dominés par les grandes puissances, des interventions militaires, des invasions et des occupations. L'islamisme politique se divise en deux pôles : celui qui veut conquérir le pouvoir en respectant les apparences démocratiques de l'État bourgeois, par des référendums, des élections, un parlement (Frères musulmans égyptiens, AKP turque, Ennahda tunisienne...) ; celui qui met ouvertement en cause toute démocratie comme étant un artifice occidental (monarchies du Golfe, djihadistes, talibans...). Toute cette mouvance politique est anticommuniste, intolérante, misogyne, homophobe.

Toutes ses composantes, sans aucune exception, ont été protégées, financées et armées par des États alliés de la France : États-Unis, Israël, Pakistan, Arabie saoudite, Émirats, Qatar, Turquie... Les régimes islamistes du Golfe diffusent depuis des décennies dans le monde entier une version sectaire de l'islam. L'EI a été aidé durant des années par le gouvernement islamiste de Turquie et par les monarchies du Golfe... à qui la France livre des armes.

Le précurseur khomeyniste (chiite) et le djihadisme actuel (sunnite) ont besoin de l'islam pour mobiliser

comme certains fascismes utilisent le christianisme (austro-fascisme, Phalange espagnole, Révolution nationale française, Ku Klux Klan américain, OUB ukrainienne…). Ils adoptent un anti-impérialisme de façade, mais ils sont en réalité une forme de fascisme adaptée au capitalisme de certains pays dominés : une base de déclassés et de petits-bourgeois menacés par la ruine, dirigée par des aventuriers, orientée contre la révolution sociale (qui avait débuté en 1978 en Iran et en 2010 en Tunisie) et les libertés démocratiques, exerçant la violence envers toutes les minorités, y compris les musulmans chiites.

En même temps que les deux attentats en France, l'EI a fait tuer 324 personnes dans un quartier chiite en Irak (3 juillet), 16 dans un quartier kurde en Syrie (5 juillet), 40 dans un mausolée chiite en Irak (8 juillet), 6 dans une mosquée au Nigéria (8 juillet), 11 dans un quartier chiite en Irak (12 juillet), 7 dans un quartier chiite en Irak (13 juillet), 9 dans un centre commercial en Allemagne (22 juillet), 61 en Afghanistan (23 juillet), 15 dans un quartier chiite en Irak (24 juillet), 13 dans un quartier chiite en Irak (25 juillet), 13 en Somalie (26 juillet), 57 dans un quartier kurde en Syrie (27 juillet), 6 en Somalie (31 juillet 2016), plus de 90 devant un hôpital au Pakistan 8 août)…

Par sa nature de classe, le panislamisme n'est pas capable de remettre en cause la propriété privée et d'en appeler au prolétariat des pays impérialistes. Cela le voue, en dernière analyse, à la même impuissance que le panarabisme des années 1950-1970. Aussi bourgeois et encore plus réactionnaire, il se révèle pareillement incapable de vaincre les grandes puissances et Israël, de développer l'économie nationale et d'extirper les racines de l'impérialisme mondial. Le régime des ayatollahs, issu de la contre-révolution fasciste de 1979 en Iran, a abouti à la même faillite que Nasser, Bourguiba, le FLN, le Fatah, les deux Baas, Kadhafi… : pauvreté pour le plus grand nombre, enrichissement d'une petite couche capitaliste liée à l'État bourgeois, incapacité à créer une industrie nationale moderne, oppression des minorités nationales, démocratie fictive, défense forcenée du tyran sanguinaire Assad, concessions au « Grand Satan » (les États-Unis), etc.

La marche au militarisme et à l'État policier

Une fois de plus, la population française subit, à cause du rôle national et international de la bourgeoisie française, des attentats commis par une poignée de délinquants transformés en illuminés pour faire pression sur l'État français.

La réponse du gouvernement PS-PRG aux attentats ne peut que réjouir les xénophobes et les islamistes de tout poil : austérité pour les dépenses sociales et générosité pour l'appareil répressif ; toujours plus de discrimination et de pression policière envers les Arabes et les musulmans ; refus d'accueillir les réfugiés et persécution des migrants du Proche et du Moyen-Orient ; opérations militaires en Irak, en Syrie et, secrètement, en Libye.

> *Notre arsenal législatif a été considérablement renforcé… D'abord nous allons maintenir à un haut niveau l'opération Sentinelle, celle qui permet de mobiliser 10 000 militaires, en plus des gendarmes et des policiers. J'ai également décidé de faire appel à la réserve opérationnelle… Enfin, j'ai décidé que l'état d'urgence qui devait prendre fin le 26 juillet serait prolongé de trois mois. Un projet de loi sera soumis au Parlement d'ici la semaine prochaine… Nous allons encore renforcer nos actions en Syrie comme en Irak. Nous continuerons à frapper ceux qui justement nous attaquent sur notre propre sol, dans leurs repaires.* (François Hollande, *Déclaration à la suite des événements de Nice,* 15 juillet)

Estrosi, ancien maire de Nice et aujourd'hui président (LR) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (grâce à la consigne de vote du PS en sa faveur au second tour), prétendait que c'était *« la ville la plus sûre du monde ».* Il avait doté Nice de la plus dense police municipale de France et de plus de mille caméras de vidéosurveillance. Pourtant, le terroriste a roulé impunément pendant les trois jours précédant l'attentat sur la promenade des Anglais qui était interdite à la circulation. Estrosi est aussi l'adjoint à la sécurité du maire. Il n'a participé à aucune réunion préparatoire au feu d'artifice. Cela ne l'empêche pas d'accuser Hollande de laxisme…

Le maire PCF de Saint-Étienne-du-Rouvray, Wulfranc, ne ressemble pas, et c'est tout à son honneur, à un Estrosi. Cependant, parce qu'il n'accorde aucune importance à la lutte des classes, il ne dépasse pas l'humanisme petit-bourgeois. Pire, il mentionne les expéditions militaires sans dénoncer l'impérialisme français comme un des plus grands terroristes du monde et sans relever que cela nourrit en retour ici le terrorisme de jeunes Arabes ou Noirs marginalisés. En plus, l'élu PCF exempte les religions de toute responsabilité, alors que le salafisme (qui imprègne l'islam sunnite mondial avec l'aide des États du Golfe alliés de la France) crée un terrain favorable au djihadisme et que le clergé chrétien russe bénit les avions qui bombardent la population syrienne.

> *La France mène des actes et des missions militaires à l'étranger. C'est une réalité. Mais jusqu'à preuve du contraire, sur le terrain de nos villes et de nos villages, je ne vois pas de citoyens en situation de guerre civile effective… Le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam… Les valeurs de respect, de justice, de paix, d'amour sont partagées par beaucoup. Nous avons donc des choses à nous dire, avec la religion chrétienne et aus-*

si avec les autres ! Ce que dit ici le pape, c'est plutôt pas mal, non ? (Hubert Wulfranc, *L'Humanité*, 5 août)

Le gouvernement PS-PRG reprend aussi l'idée des anciens ministres de l'Intérieur Chevènement et Sarkozy : il faut intégrer la religion musulmane à leur République, il faut davantage de religion musulmane pour entraver le djihadisme. En 1984, Chevènement, ministre du gouvernement PS-MRG, continue à subventionner les établissements d'enseignement de l'Église catholique. En 1997, Chevènement, ministre de l'Intérieur du gouvernement PS-PCF-Verts-PRG reconduit le financement public du clergé de l'Alsace (protestant, catholique et israélite) et déclare que *« il y a place pour l'islam à la table de la République »*. Il accepte en 2000 que la convention signée avec le clergé musulman retire *« le droit de toute personne à changer de religion ou de conviction »*. En 2003, Sarkozy, ministre de l'Intérieur du gouvernement RPR-UDF, met en place le Conseil français du culte musulman (CFCM) sans qu'aucune femme n'y participe (l'Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans, obtient 13 sièges). En 2012, le CFCM dénonce *Charlie Hebdo* ; en 2015, un vice-président du CFCM récidive. Aujourd'hui, Hollande nomme Chevènement, fondateur d'un petit parti bourgeois nationaliste et europhobe (MRC, proche de DlF de Dupont-Aignan) à la tête de la Fondation pour l'Islam de France, chargée de financer les mosquées.

L'État n'a pas à s'occuper de la religion, les institutions religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'État. Chacun doit être absolument libre de confesser la religion qui lui plaît ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme tout socialiste l'est ordinairement... L'État ne doit accorder aucune subvention ni à l'Église, ni aux sociétés ecclésiastiques ou religieuses. (Lénine, *Socialisme et religion,* 3 décembre 1905)

Tout à leur soutien à l'Église catholique, qui a tenté récemment de torpiller le droit au mariage homosexuel (toutes les religions sont misogynes et homophobes), Hollande, Valls et Cazeneuve ont assisté à une cérémonie chrétienne dans la cathédrale de Paris le 27 juillet en s'affichant avec Sarkozy, Larcher, Bayrou... Le président PS s'est rendu au Vatican le 17 août.

Le parti ouvrier s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. (Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875, IV)

Les gages du PS et du PCF à l'Église catholique et leurs appels à l'union nationale sont restés vains : les partis de la bourgeoisie (MoDem, UDI, LR, DlF, FN) sont résolus à exploiter les attentats pour les affaiblir. Les candidats à la candidature de LR rivalisent entre eux et avec la présidente du FN dans la démagogie et les restrictions aux libertés. Cela permet au pouvoir exécutif de se poser en défenseur des libertés alors qu'il les a mises à mal, aggravant les dispositions de Sarkozy. D'ailleurs, l'Assemblée nationale (à majorité PS) et le Sénat (à majorité LR) se sont entendus pour prolonger l'état d'urgence pour six mois.

La présence systématique de l'armée dans les grandes villes (opération Sentinelle), le recrutement massif de militaires, de policiers et de gardiens de prison (approuvé par le PCF et le PdG) et les restrictions multiples aux libertés (le PS reprenant sur ce point le programme de LR et du FN) n'empêchent pas les attentats, mais ils constituent une menace pour les libertés démocratiques et pour le mouvement ouvrier. Le secret des sources des journalistes est menacé par un projet de loi, l'état d'urgence a déjà servi à interdire des manifestations d'écologistes et d'opposants à loi Hollande-Valls-El Khomri, des policiers se sentent tout permis lors des perquisitions et des manifestations...

Pour le front unique ouvrier en défense des libertés

Les travailleurs et les jeunes, quelle que soit leur ethnie, leur religion ou leur absence de religion, doivent s'unir pour défendre les libertés démocratiques contre le gouvernement et les partis bourgeois. Ils doivent s'unir pour combattre les campagnes xénophobes et islamophobes des groupes fascistes et des partis comme LR ou le FN, combattre contre la chasse aux réfugiés, aux Roms, organisée par le gouvernement PS-PRG. La division des rangs ouvriers selon la nationalité, la religion ou la couleur de peau n'a toujours servi que la bourgeoisie. C'est ce que fait le FN, c'est aussi ce que cherche à provoquer l'EI-Daech avec ses attentats.

Toutes les organisations de la classe ouvrière, partis et syndicats, doivent rompre avec l'union nationale, exiger la levée immédiate de l'état d'urgence, le respect des libertés démocratiques et la fin des opérations militaires de l'impérialisme français en Afrique et au Proche-Orient, l'accueil des réfugiés d'Irak et de Syrie, la fin des subventions à l'Église catholique et à tous les autres cultes.

Pour éradiquer le djihadisme comme le fascisme impérialiste, il faut rejeter le nationalisme, renouer avec l'internationalisme prolétarien, en finir avec le capitalisme en France et dans le monde entier. Il faut que les travailleuses, les travailleurs, les jeunes de tous les pays s'unissent dans une internationale ouvrière qui aura pour but de renverser la bourgeoisie française, les autres bourgeoisies impérialistes (occidentales et russe) et toutes les bourgeoisies du Moyen-Orient (islamistes et autres).

18 août 2016

Le sabotage par les chefs syndicaux du mouvement contre le projet de loi travail



Gouverner sous le capitalisme, c'est gouverner pour le capitalisme

Dans le cadre du capitalisme, il est possible de participer aux élections et même aux organes législatifs, mais le parti ouvrier, s'il est fidèle à ses principes, est un parti d'opposition. Participer au pouvoir exécutif se fait toujours au compte de la classe dominante.

> *Il y a une différence essentielle entre les corps législatifs et le gouvernement d'un État bourgeois. Lorsque, au parlement, les élus ouvriers ne réussissent pas à faire triompher leurs revendications, ils peuvent, tout au moins, continuer la lutte en persistant dans une attitude d'opposition. Le gouvernement, par contre, qui a pour tâche l'exécution des lois, l'action, n'a pas de place, dans ses cadres, pour une opposition de principes ; il doit agir constamment et par chacun de ses organes ; il doit, par conséquent, même lorsqu'il est formé de membres de différents partis, comme le sont en France depuis quelques années les ministères mixtes, avoir constamment une base de principes communs qui lui donne la possibilité d'agir, c'est-à-dire la base de l'ordre existant, autrement dit, la base de l'État bourgeois...* (Rosa Luxemburg, *Question de tactique*, juillet 1899)

Depuis 1914, le PS-SFIO participe à des gouvernements bourgeois ; depuis 1944, le PCF en fait autant. Ils sont devenus des « partis ouvriers bourgeois ». En 2012, le PS a la présidence, détient une majorité à l'Assemblée nationale et forme les gouvernements (d'abord avec EELV et le PRG, maintenant avec le seul PRG). Il vit du vote des travailleurs mais se tient entièrement au service des capitalistes. En témoignent les expéditions militaires, le renforcement de l'appareil répressif de l'État, la poursuite des licenciements collectifs patronaux et des sanctions patronales (comme les 4 licenciés d'Air France et tant d'autres dans les petites et moyennes entreprises), les cadeaux fiscaux et sociaux aux patrons, les attaques contre la retraite et la limitation du temps de travail. En 2012, le président PS, le gouvernement PS-EELV-PRG et la majorité PS à l'Assemblée ne touchèrent pas aux mesures qui avaient déjà mis en cause la protection que donnaient aux travailleurs les accords interprofessionnels et les conventions collectives :

- les lois Aubry des 13 juin 1998 et 19 janvier 2000 qui permettent des accords « dérogatoires » sur le temps de travail ;
- la loi Fillon du 4 mai 2004 qui autonomise l'accord d'entreprise par rapport à l'accord de branche.
- la loi Bertrand du 20 août 2008 qui donne à l'accord d'entreprise la compétence de principe pour élaborer certaines règles : contingent d'heures supplémentaires, répartition et aménagement des horaires.

Hollande et le gouvernement Valls viennent, avec la loi El Khomri du 21 juillet 2016 de diminuer encore les droits des travailleurs salariés. Contrairement au gouvernement grec, contraint d'emprunter à l'UE et au FMI pour financer le budget de l'État, les organismes capitalistes internationaux n'imposent rien au gouvernement français. Celui-ci agit, volontairement, au compte de la classe capitaliste française. Mais son succès dépend largement de l'attitude des directions syndicales.

Un projet conçu en concertation avec les directions confédérales

Or, la dégénérescence du mouvement ouvrier n'a pas touché que les partis politiques. Elle concerne tout autant son aile syndicale. La direction de la CGT a soutenu, comme la majorité du PS-SFIO, l'union sacrée en 1914 parce que l'appareil de la centrale était devenu une bureaucratie, tout aussi vendue à sa bourgeoisie que les partis sociaux-impérialistes [voir *Révolution communiste* n° 8].

> *La bourgeoisie d'une grande puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de ses travailleurs... La question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ministres « ouvriers », députés « ouvriers », « ouvriers » membres des comités des industries de guerre, permanents... n'est qu'une question secondaire.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, novembre 1916)



18 juin, Martinez rencontre El Khomri photo AFP

Cent ans après, il faut remplacer *« membres des comités des industries de guerre »* par membres des conseils d'administration des groupes capitalistes, du Conseil économique, social et de l'environnement, du Conseil d'orientation des retraites, etc. bref toute une couche de responsables de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires, de l'UNSA… En 2006, un rapport officiel estimait à 36 % la part des cotisations dans le budget de la CGT. L'appareil qui la contrôle jouit d'une série d'avantages par rapport aux salariés ordinaires, comme l'a montré l'affaire de Lepaon, blanchi par Martinez [voir *Révolution communiste* n° 10]. Voilà pourquoi, pour ne plus parler des classes, il préfère désormais parler du *« monde du travail »* (suivi par ses adjoints de LO).

La CGT l'emporte de peu sur la CFDT par le nombre d'adhérents et les voix aux élections professionnelles. L'origine de la CFDT est différente puisqu'elle est née des efforts de l'Église catholique pour contrer la CGT qui, à l'origine, se réclamait de la révolution sociale. L'appareil de la troisième centrale, FO, né d'une scission de la CGT au moment de la « guerre froide », n'est qu'une variante de la CGT maintenue [voir *Révolution communiste* n° 10]. Le gouvernement, en même temps qu'il faisait adopter une nouvelle loi contre le travail et pour le capital, récompensait deux bureaucrates : Lepaon, ancien secrétaire général de la CGT fut nommé en juillet directeur de la future Agence de la langue française ; Stéphane Lardy, ancien secrétaire confédéral FO, fut nommé en avril à l'Inspection générale des affaires sociales. Par contre, le gouvernement a ratifié le licenciement du délégué CGT d'Air France qui avait participé à la bousculade du DRH du groupe en octobre 2015.

Toutes les directions syndicales ont, d'une manière ou d'une autre, protégé le gouvernement Hollande-Valls-Macron et, surtout, les intérêts de la bourgeoisie française qu'une grève générale aurait pu mettre en danger.

Le 19 octobre 2015, le gouvernement convoque une « conférence sociale » pour préparer le projet de loi sur le travail. La CGT, Solidaires et la FSU, qui avaient participé aux trois précédentes, la boycottent. Pas FO. Le 4 novembre, le Premier ministre Valls et la ministre du Travail El Khomri confirment leur orientation au compte de la classe capitaliste française.

> *Nous voulons améliorer la compétitivité des entreprises.* (Myriam El Khomri, *Les Échos*, 17 février)

Le 25 février 2016, l'avant-projet de loi est soumis pour avis à toutes les confédérations syndicales. Du 7 au 11 mars, une première concertation a lien avec le gouvernement. Tous les chefs syndicaux se rendent aux convocations. Le PS, le PdG, le PCF, LO, le NPA, le POID, le POI… approuvent à l'intérieur des appareils syndicaux et camouflent dans leur presse l'aide apportée ainsi à l'attaque annoncée du gouvernement contre les protections que comporte encore le Code du travail qui a d'autant plus grossi que ses dispositions devenaient, à partir 1981, de plus en plus favorables aux patrons.

Dix organisations syndicales se réunissent le 23 février. Elles ne se prononcent pas pour le retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri.

> *Les organisations signataires ne sont pas satisfaites de ce projet… Les organisations signataires, conscientes des enjeux et des responsabilités du mouvement syndical sont porteuses de propositions et sont disponibles pour engager le dialogue…* (CFDT, CFE-CGC, CGT, FIDL, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, UNSA, *Communiqué*, 23 février)

Une pétition pour le retrait recueille 1 million de signatures. Les 7 et 8 mars, toutes les confédérations syndicales et organisations patronales sont convoquées par le gouvernement pour discuter de son projet anti-ouvrier. Toutes s'y rendent, y compris CGT, Solidaires et FO. La CGT fait au Premier ministre des « propositions ».

> *Les numéros un des syndicats CFTC, FO, CGT, CFDT, et côté patronal CGPME, se sont succédés à Matignon pour des entretiens avec le chef du gouvernement, entouré des ministres Myriam El Khomri (Travail) et Emmanuel Macron (Économie). Les concertations se poursuivront mardi avec la CFE-CGC (cadres) et le Medef, et mercredi avec l'UPA (artisans) et l'Unsa, avant une réunion plénière le 14 mars.* (*Les Échos,* 7 mars)

Le 9 mars 2016, des manifestations contre le projet de loi à l'appel de la CGT, de la FIDL de FO, de la FSU, de Solidaires (les SUD), de l'UNEF et de l'UNL rassemblent 500 000 personnes, dont de nombreux étudiants et lycéens. Le gouvernement remanie le texte et le soumet le 14 mars à l'ensemble des « partenaires sociaux ». Solidaires, FO et la CGT se rendent à sa convocation pour discuter, une fois de plus, de son projet.

> *Cette réforme, préparée depuis l'automne 2015, a été élaborée en étroite concertation avec les partenaires sociaux, conformément à la méthode de dialogue social que le gouvernement met en œuvre depuis le début du quinquennat. Elle a fait l'objet de débats vifs et nourris, mais constructifs, qui ont permis d'aboutir à un texte équilibré, sans renoncer à*

> *son ambition. Le projet contient les ajustements annoncés lors de la conférence tenue le 14 mars dernier avec les organisations syndicales de salariés, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations de jeunesse.* (Gouvernement, *Communiqué*, 24 mars)

De nouveau, aucun des partis politiques du mouvement ouvrier, naturellement présents dans les organisations syndicales, ne s'y oppose.

Le résultat du « dialogue social »

À l'occasion de la concertation du 14 mars, le gouvernement PS-PRG met en avant une disposition pour *« une plus grande sécurisation des parcours professionnels »*. Cela permet à la CFDT, à l'UNSA, à la CFE-CGC et à la CFTC de l'approuver globalement. En fait, le projet reste favorable au capital contre le travail, ce qui explique le soutien d'une partie de LR (Benoist Apparu, Alain Juppé, Bruno Le Maire, François Fillon...) pendant que le Medef en demande plus au gouvernement. La loi permettrait aux accords d'entreprise de l'emporter sur les conventions collectives de branche et les accords interprofessionnels dans plusieurs domaines.

Plus de flexibilité du temps de travail :

- Les patrons auront désormais la possibilité de décider par accord d'entreprise de l'organisation du temps de travail. Le temps de travail hebdomadaire pourra passer à 46 heures – contre 44 heures – pendant 12 semaines.
- Le temps de travail pourra être calculé sur trois ans, contre un an aujourd'hui.

Plus de flexibilité des salaires :

- Un accord d'entreprise permettra de décider du seuil de déclenchement des heures supplémentaires et de la majoration de leur taux (qui pourra être abaissé jusqu'à 10 %).
- Les patrons, sans même prétexter de difficulté économique, pourront faire adopter des « accords offensifs » sous couvert de « préserver ou développer l'emploi ». Ils pourront ainsi diminuer ou supprimer complètement les primes.

Plus de flexibilité de l'emploi :

- Les salariés qui refuseraient les baisses de salaire prévues par l'accord d'entreprise (par les primes) s'exposeront à un licenciement pour « motif spécifique », avec la procédure d'un licenciement individuel pour motif économique mais sans les mesures de reclassement.
- Les patrons peuvent licencier plus largement pour des « raisons économiques » : en cas de baisse des commandes ou du chiffre d'affaires pendant 4 trimestres consécutifs pour les entreprises de 300 salariés et plus, 3 trimestres consécutifs pour celles de 50 à 300 salariés, 2 pour celles de 11 à 50 et 1 pour celles de moins de 11 salariés.



29juin, Mailly rencontre Valls et El Khomri / photo D. Faget

Les directions syndicales s'opposent à la grève générale

Après avoir participé au « dialogue social » qui a débouché sur le projet de loi contre le travail, les directions de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU et de l'UNEF refusent durant quatre mois d'appeler à la grève générale. Elles prétendent que c'est par souci démocratique, qu'elles ne veulent pas l'imposer aux travailleurs. Mais jamais les dirigeants ne proposent aux assemblées générales de se prononcer pour ou contre la grève générale. Ils ne consultent pas les assemblées générales avant d'imposer aux travailleurs la sempiternelle panoplie des simulacres qui ont conduit à l'échec en 2010 : une douzaine de « journées d'action », des « grèves reconductibles », une « votation citoyenne »... Ils ne consultent pas non plus les assemblées générales avant de continuer à rencontrer le gouvernement alors qu'il maintient son projet de loi.

La grève générale est le mouvement de toute la classe ouvrière qui lui permet de sentir sa force, qui la pousse à s'organiser démocratiquement et à poser la question du pouvoir.

> *La grève en masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire et toute modification dans les rapports des forces aux prises, dans le développement du parti et dans la séparation des classes, dans la position de la contre-révolution, agit immédiatement, par mille voies invisibles et incontrôlables, sur l'action de la grève. Mais avec cela cette action même ne cesse presque pas un instant. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève en masse... n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte*

prolétarienne dans la révolution. (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906, ch. 4)

Le gouvernement, isolé et discrédité, n'aurait pas maintenu son projet de loi s'il avait été confronté à la grève générale. Une telle victoire des travailleurs aurait permis d'avancer les revendications : réintégration des licenciés pour lutte collective, arrêt des licenciements, hausse des salaires, baisse du temps de travail sans baisse de salaire et avec embauche, abrogation de toutes les lois anti-ouvrières, expropriation du grand capital…

Tous les défenseurs du capitalisme, de la bourgeoisie française, de son État, se sont ligués pour empêcher la grève générale parce qu'elle aurait liquidé le gouvernement Hollande-Valls, non au profit de LR ou du FN mais de la possibilité d'un gouvernement issu des masses mobilisées, d'un gouvernement ouvrier.

Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est le milieu naturel de la révolution prolétarienne. (Lev Trotsky, *L'Étape décisive*, 5 juin 1936)

Les directions syndicales multiplient les « journées d'action »

Le 17 mars 2016, 150 000 jeunes défilent. Après quelques hésitations et avoir parlé de *« premier recul du gouvernement »* (qui ne recule pas du tout, comme la suite va le prouver), les directions de FO, de Solidaires et de la CGT finissent par se prononcer pour le retrait du projet, tout en laissant la porte ouverte à de *« vraies négociations »*, remettant *« tout sur la table »* et préservant la possibilité de *« réécrire »* le projet. Elle refusent par là de rompre avec le gouvernement, de le vaincre.

Motion du congrès de la CGT santé d'Ille-et-Vilaine, 12 juin

Les syndiqués des secteurs santé et action sociale réunis en congrès départemental 35 les 9 et 10 juin 2016 considèrent que pour obtenir le retrait de la loi El Khomri il faut battre le gouvernement. L'issue de la bataille engagée par des millions de salariés, de chômeurs, d'étudiants et de lycéens pour le retrait de la loi n'est pas encore scellée. Pour gagner contre la loi El Khomri, les dirigeants confédéraux CGT avec les autres confédérations doivent sans plus attendre appeler maintenant et unitairement à la grève générale et rompre avec les journées d'action secteur par secteur ou site par site. Il n'en dépend pas seulement de la seule loi El Khomri mais de toutes attaques présentes et à venir.

27 pour, 5 contre, 19 abstentions

Le 24 mars, un policier frappe violemment au visage un lycéen du 19e arrondissement de Paris qui n'agressait personne. Le 31 mars, 1,2 million de travailleurs et de jeunes manifestent à l'appel de la CGT, de la FIDL de FO, de la FSU, de Solidaires, de l'UNEF et de l'UNL. Ce sera l'apogée des manifestations.

Le soir du 31, le mouvement Nuit debout (ND) occupe la place de la République à Paris. Il s'étend à d'autres villes. Patronné en fait par des chefs d'ATTAC (l'antenne française du FSM anti-mondialisation) et des membres d'EELV (qui a participé aux attaques gouvernementales pendant la moitié du mandat de Hollande), des responsables syndicaux SUD ou FSU, des cadres du PdG (dont Chaïbi, Monségu…), du NPA et d'AL, il s'inspire des Indignados et d'Occupy Wall Street. Ses dirigeants, qui dissimulent leur appartenance politique, se verraient bien à la tête d'un parti politique du type des réformistes de Syriza ou des petits bourgeois de Podemos.

Jamais ND ne se départira du pacifisme et du légalisme ; jamais elle ne tentera d'affronter et de déborder les bureaucraties syndicales, en appelant à des comités élus par les assemblées générales et à la grève générale. Après un certain succès, les réunions de ND s'essoufflent en mai et agonisent en juin. Si l'occupation de la Puerta del Sol avait été suivie de mobilisations dans les quartiers populaires d'Espagne pour empêcher les saisies de logement, ND s'est cantonnée à une tribune pour des bonimenteurs comme l'économiste chauvin Lordon. Elle n'a été, pour les jeunes et les travailleurs qui cherchaient une issue, qu'une diversion complétant celles des bureaucraties syndicales.

Le 4 avril, le gouvernement, confiant dans la capacité des bureaucraties syndicales à contenir le mouvement par la diversion des « journées d'action », soumet le texte au parlement. Les directions syndicales CGT, FO et Solidaires refusent toujours de se prononcer pour la grève générale, avec l'aide du PS, du PCF, de LO, du NPA, du POID, du POI, d'AL, etc. Renouant avec le sabotage du mouvement de 2010, elles contraignent le mouvement au piétinement sur place, aux défilés qui n'ont d'autre objectif que d'appeler au suivant : 9 mars, 5 avril, 9 avril, 28 avril, 19 mai, 26 mai, 14 juin, 23 juin, 5 juillet, 15 septembre.

Martinez défend les flics

Du 18 au 22 avril, la CGT tient son congrès. Celui-ci n'est pas avare de phrases ronflantes mais creuses, aucune fraction n'y combattant pour la grève générale [voir *Révolution communiste* n° 17]. Le gouvernement, les partis bourgeois et les principaux médias montent en épingle une affiche d'un petit syndicat CGT qui prétend pourtant que la police peut être au

service de toutes les classes (*« la police doit protéger les citoyens et non les frapper »*). La direction confédérale explique que la police n'est pas en cause et que seul le gouvernement est responsable.

> *La polémique sur l'affiche d'Info'Com-CGT – avec en fond une matraque, un écusson de CRS et une tâche de sang – s'est invitée au congrès de Marseille… Interpellé directement par le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a tenu un point presse où il a d'abord botté en touche : « Cette affiche est une affiche d'un syndicat de la CGT et elle n'apparaît pas, vous l'avez noté, sur le site de la confédération. » « Ceux que nous montrons du doigt, a-t-il ajouté, ce sont ceux qui donnent l'ordre de frapper sur les manifestants, et non pas ceux qui appliquent les ordres. »* (*Le Monde*, 19 avril)

Les dizaines de journalistes systématiquement agressés verbalement et physiquement par les policiers, les milliers de manifestants et de grévistes arrêtés, gazés et matraqués apprécient certainement. Le gouvernement et la police ne sont en réalité que deux faces de l'État bourgeois. S'il n'y avait pas de tribunaux, de prisons, de police et d'armée, tout gouvernement ne serait qu'un Pokémon. D'ailleurs, les gouvernements bourgeois passent et la police bourgeoise demeure.

> *L'État, dans toutes les périodes normales, est exclusivement l'État de la classe dominante et il reste essentiellement, dans tous les cas, une machine destinée à maintenir dans la sujétion la classe opprimée, exploitée.* (Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, ch. 7)

Le congrès de la CGT, qui comprend comme la CFDT, FO, l'UNSA et Solidaires un syndicat de policiers, s'achève en appelant à des grèves reconductibles. Lors de la journée d'action du 28 avril, la participation aux défilés baisse, tout en restant importante : 500 000 personnes dans toute la France. À Paris, à Rennes et dans d'autres villes, les « autonomes » et des anarchistes affrontent la police et s'en prennent, de manière dérisoire, aux agences bancaires, pillent des magasins, voire détruisent des équipements collectifs. Cela permet à la police de justifier une violence tournée contre la jeunesse : ce jour-là, à Rennes, un étudiant perd un œil à la suite d'un tir de flash-ball. Par la suite, dans plusieurs villes, le service d'ordre de la CGT manœuvrera de manière à isoler les cortèges de la jeunesse face à la police, alors que Solidaires essaie de les protéger.

Le PCF vote avec LR et le FN

Une minorité de la fraction parlementaire du PS, qui craint une déroute aux prochaines élections législatives, demande plus de concessions pour pouvoir voter le projet Hollande-Valls-El Khomri. Faute d'une majorité suffisante à l'Assemblée, le gouvernement recourt une première fois le 10 mai à l'article 49.3 de la Constitution (celle du général De Gaulle,

Intervention au congrès de l'UD-CGT du Rhône, 7 juin

Si le gouvernement peut imposer la loi El Khomeri, ce sera une immense défaite pour l'ensemble des travailleurs, dont nous ne nous remettrons pas et qui ouvrira la voie à d'autres attaques plus graves encore pour nous tous y compris les fonctionnaires et salariés du secteur public.

Déjà en 2010, en laissant les mobilisations isolées boîtes par boîtes, secteur par secteur, en multipliant les journées d'action sans perspective, le mouvement contre la réforme des retraites s'est épuisé et le gouvernement Sarkozy a pu passer. Aujourd'hui, nous sommes à la veille de la 8e ou 9e journée d'action, certains secteurs sont seuls à se battre, seuls en lutte : raffineries, SNCF, ramassage des ordures…. Pendant que d'autres restent l'arme au pied faute d'appel unitaire et les signes d'épuisement apparaissent déjà.

Pour imposer le retrait de la Loi El Khomeri, il est indispensable et urgent que notre centrale syndicale appelle tous les travailleurs du public comme du privé à la grève générale totale contre le gouvernement jusqu'au retrait de la loi,, organise la mobilisation et appelle les autres syndicats qui se sont prononcés contre la loi El Khomeri : FO, SUD, FSU et UNEF à se joindre à cet appel dans l'unité ; cela seul constituerait une perspective mobilisatrice pour les travailleurs de tous les secteurs et permettrait de faire de la manifestation nationale prévue le 14 le rassemblement de tous contre le gouvernement et non pas un enterrement de 1ère classe.

Motion du SDMIS du Rhone que la direction de l'UD a refusé de soumettre au vote:

Pour imposer le retrait de la Loi El Khomeri, il est indispensable et urgent que notre centrale syndicale appelle tous les travailleurs du public comme du privé à la grève générale totale contre le gouvernement jusqu'au retrait de la loi, organise la mobilisation et appelle les autres syndicats qui se sont prononcés contre la loi El Khomeri : FO, SUD, FSU et UNEF à se joindre à cet appel dans l'unité.

Cela seul constituerait une perspective mobilisatrice pour les travailleurs de tous les secteurs et permettrait de faire de la manifestation nationale prévue le 14 le rassemblement de tous contre le gouvernement et non pas un enterrement de 1ère classe.

reconduite par Mitterrand, le gouvernement Union de la gauche comprenant le PS et le PCF, la majorité PS et PCF de l'Assemblée). Il oblige les députés à accepter le projet, sauf à renverser le gouvernement par une « motion de censure ».

Le 11 mai, les députés « Front de gauche » (en fait PCF, car le PdG n'a pas de député) votent le lendemain avec le FN la motion de censure déposée par LR et l'UDI, lesquels reprochent au projet de ne pas satisfaire le Medef et la CGMPE, de ne pas aller assez loin dans les attaques contre les travailleurs. Les anciens staliniens se transforment en béquille des partis politiques de la bourgeoisie. Cette ignominie du PCF complète le sabotage par la bureaucratie CGT de la possibilité de la grève générale, bouche toute perspective de classe et prépare le retour au pouvoir de LR (ou la venue au pouvoir du FN).

Pour leur part, les secrétaires généraux de la CGT et de FO, tout en persistant à refuser d'appeler à la grève générale, prennent la défense des mercenaires de la classe capitaliste (dont la moitié vote FN).

> *« Bien sûr que oui, nous condamnons toutes les violences », a déclaré le numéro un de la CGT sur France 2, invité à dire s'il condamnait celles visant les forces de l'ordre... « En même temps, il y a eu des violences policières », a-t-il souligné, tout en ajoutant qu'elles « peuvent s'expliquer ». Il a évoqué l'absence d'ordres donnés aux policiers pour contenir les débordements et les sous-effectifs. « C'est pour cela que la CGT police manifestera aussi mercredi » avec les gardiens de la paix, appelés par l'ensemble de leurs organisations à se rassembler à Paris pour dénoncer la haine anti-flic.* (*AFP,* 12 mai)

> *« Moi je ne remets pas en cause les policiers », a déclaré Mailly sur RTL, rappelant qu'il avait condamné l'affiche controversée d'un syndicat... « ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain », a expliqué le leader de FO. « Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manifs aujourd'hui, l'Euro 2016 demain », a-t-il ajouté... « Donc je n'incrimine pas les policiers », a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre la haine anti-flic.* (*AFP,* 16 mai)

Le 18 mai, les chefs de la CGT approuvent le bloc du PCF avec LR et le FN lors des prises de parole, sans un mot contre la répression policière.

La direction de la CGT éparpille les grèves

Les quelques grèves étudiantes s'éteignent : si des dizaines de milliers de jeunes continueront à manifester et à défier la police, la masse des jeunes en formation prépare les examens, ne voyant pas se dessiner la possibilité d'une victoire contre le gouvernement. Le 19 mai, les manifestations regroupent 400 000 travailleurs et jeunes. C'est le début de grèves et de piquets sporadiques dans plusieurs entreprises. La classe ouvrière montre sa force dans les raffineries, les ports, le transport ferroviaire... Mais ces grèves éparses restent sous le contrôle de la CGT et de ses comparses FO ou SUD, avec l'aide du PCF, du PdG, de LO, du NPA, d'AL, etc. Il y a des grèves, mais il n'y a pas la grève !

Or, les principaux médias dénoncent vigoureusement ces quelques blocages et le gouvernement répond par la répression : la police brise un par un les piquets des raffineries et de ramassage d'ordures. À plusieurs reprises, la direction de la CGT freine les dockers qui voulaient en découdre avec la police. Les bureaucrates syndicaux n'organisent pas la riposte.

LR réclame l'interdiction des manifestations, en invoquant « l'état d'urgence » approuvé en janvier 2015 par le PS, le PdG et le PCF, ainsi que par toutes les bureaucraties syndicales [voir *Révolution communiste* n° 9]. Le 31 mai, Gattaz, le président du Medef (dont tous les membres ont licencié des travailleurs), prétend que ce sont les grèves qui causent le chômage et que les piquets de grève se comportent comme des voyous.

Le 2 juin, les 7 organisations syndicales refusent toujours d'appeler à la grève générale, elles mendient un rendez-vous avec Hollande pour lui soumettre *« des propositions »* et appellent les travailleurs à une farce, la « votation citoyenne ».

> *Depuis le début du conflit, la lutte paie... Depuis le 20 mai, les organisations syndicales et de jeunesse ont demandé à être reçues par le Président de la République. Cette requête est restée à ce jour sans réponse alors que depuis trois mois, les organisations ont des propositions à faire valoir et sont prêtes à discuter. Dès aujourd'hui, les organisations appellent à poursuivre et à amplifier les mobilisations : en multipliant, en participant et en soutenant les actions décidées par les salarié-es en assemblées générales, y compris par des grèves ; en travaillant à des temps forts de convergence de luttes interprofessionnelles par la grève et les manifestations, en organisant ou en renforçant les journées déjà engagées du 6 au 13 juin dans les secteurs professionnels et sur tout le territoire ; en assurant le succès de la votation organisée dans toutes les entreprises, services, lieux d'études, dont les résultats seront remis lors d'une grande mobilisation fin juin.* (CGT, FIDL, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, *Communiqué,* 2 juin)

Le 12 juin, a lieu la dernière élection législative partielle : dans l'Ain, au second tour, la candidate LR l'emporte sur celui du FN. Les trahisons du PS conduisent son électorat à s'abstenir. Au fil des 22 partielles depuis 2012, le PS a perdu 4 sièges de députés et LR en a gagné autant.

Le 14 juin, 1 million de personnes manifestent. À Paris, alors que la tête du cortège est bloquée par la police devant l'hôpital Necker, un homme isolé essaye de casser des vitres de la façade sans aucune intervention de la police. Cela déclenche une offensive du gouvernement, de LR et du FN contre la CGT et le droit de manifester. L'assurance du gouvernement, la pression médiatique et policière aboutissent à la démoralisation et à la reprise site par site, faute de grève générale.

L'appareil de la CGT met fin aux grèves et aux blocages

Le Pen attribue le projet de loi aux *« recommandations européennes »* alors que c'est d'abord la classe capitaliste française, dont le FN et LR sont deux expressions politiques, qui dicte la conduite du gouvernement. Les sénateurs FN Rachline et Ravier déposent des amendements au projet de loi pour supprimer le compte pénibilité et le doublement des seuils sociaux. Le vice-président du FN, Aliot, déclare au *Journal du Centre* que *« la grève est un système archaïque »*.

Le 17 juin, le secrétaire général de la CGT rencontre, sans les autres organisations syndicales, la ministre du Travail.

> *Ce matin, Myriam El Khomri a confirmé l'invitation devant la presse, se disant «prête à recevoir Philippe Martinez dans la minute si cela peut permettre de lever tous les blocages dans le pays». Dans la foulée, Philippe Martinez a déclaré, lui aussi, être «disposé», face à l'«urgence», à rencontrer la ministre, «même ce week-end».* (*Libération*, 10 juin)

Quand la compétition européenne de football organisée en France débute, les quelques grèves s'éteignent, d'autant que le gouvernement fait reporter au patron de la SNCF l'essentiel de l'offensive prévue de longue date contre les cheminots. La CGT ne signe pas l'accord à la SNCF, mais n'empêche pas son application.

> *La CGT-Cheminots a décidé jeudi de ne pas exercer son droit d'opposition à l'encontre de l'accord sur le temps de travail à la SNCF signé par l'Unsa et la CFDT, ce qui valide de facto ce texte... «La stratégie de la terre brûlée n'est pas la conception qu'a la CGT du syndicalisme», ajoute la fédération en se présentant comme un «syndicat de lutte honnête et responsable». La CGT précise qu'elle n'exercera pas non plus son droit d'opposition à la convention collective négociée au niveau de la branche et signée par trois syndicats (Unsa, CFDT, CFTC). La validité de ces deux accords reposait sur la décision de la CGT : la fédération SUD-rail, qui a dénoncé les deux textes, ne disposait pas à elle seule des 50 % de voix nécessaires pour les faire invalider.* (*Le Figaro*, 23 juin)

Mais le sursis risque d'être de courte durée pour les travailleurs de la SNCF. Si la classe ouvrière dans son ensemble continue à reculer face à la bourgeoisie française, le patron de l'entreprise remettra le couvert, cette fois adossé au gouvernement (qui risque fort d'être encore plus réactionnaire et revanchard).

Dans la foulée, le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve interdit la manifestation du 23 juin à Paris avant de la tolérer sur un parcours réduit, sous un contrôle policier étroit. Le 28 juin, les chefs syndicaux prétendent que *« la mobilisation »* grandit et qu'elle se poursuivra pendant l'été. Il n'y a plus que 200 000 manifestants. Le même jour, ils remettent leur votation citoyenne à un sous-fifre de l'Élysée, Hollande ne se dérangeant pas pour si peu.

> *Ce mardi matin, l'intersyndicale opposée à la loi travail a remis à l'Élysée des résultats partiels de sa votation citoyenne contre la loi travail à laquelle plus de 700 000 personnes ont participé... Les représentants syndicaux sont arrivés peu avant 10 h à l'hôtel de Marigny, annexe de l'Élysée, avec plusieurs cartons « votation loi Travail » posés sur des diables, et en sont ressortis au bout de dix minutes. « Ce sont les premiers résultats. Cette votation continue », a indiqué Virginie Gensel, membre du bureau de la CGT, après un « rendez-vous très court » avec Michel Yahiel, le conseiller social de François Hollande.* (*L'Humanité*, 29 juin)

Le 29 juin, les directions de la CGT et de FO rencontrent de nouveau le gouvernement et lui suggèrent poliment de modifier le projet. Le ministère qualifie ces entretiens de *« sérieux et constructifs »* (*Le Monde*, 1 juillet). La CGT refait des propositions, FO attribue la responsabilité de la loi travail à l'étranger.

> *Nous avons suggéré au Premier ministre de réunir sur une journée, en contacts bilatéraux, les interlocuteurs sociaux. Bien entendu, cette proposition ne vaut que si un véritable dialogue s'instaure. Abandonner le projet de loi Travail tel qu'il est relève aussi du bon sens au regard du référendum qui vient de se dérouler au Royaume-Uni sur le Brexit... Or des projets de loi comme celui sur le travail en France, ou ailleurs, font partie des engagements européens qui salissent l'idée européenne et qui la discréditent aux yeux des travailleurs.* (Jean-Claude Mailly, *FO Hebdo*, 29 juin)

> *Gagner le Code du travail digne du 21e siècle protecteur pour les salariés, évitant le dumping entre les droits des salariés et entre entreprises nécessite de réécrire les articles du projet de loi qui structurent à eux seuls l'intégralité du texte : les articles fixant la primauté de l'accord d'entreprise, la réforme de la négociation d'entreprise (référendums, accords de groupes, accords d'une durée de cinq ans…) , les accords dits de préservation et de développement de l'emploi, les licenciements économiques, la médecine du travail, le remboursement des indus par les privés d'emplois.* (CGT, *Propositions exprimées au Premier ministre et à la ministre du Travail*, 29 juin)

Comme si des *« propositions »* pouvaient convaincre ce gouvernement, qui n'a pas cessé de porter des coups aux travailleurs, de tourner casaque et de devenir le *« protecteur des salariés »* ! Martinez, en sortant de la convocation de Valls et El Khomri, affirme aux journalistes qu'il faut retirer certains articles *« pour les réécrire ».* C'est, de manière hypocrite, renier le mot d'ordre de retrait pur et simple, celui des travailleurs et des jeunes qui se sont mobilisés pendant 4 mois.

Le 5 juillet, les défilés regroupent moins de 200 000 personnes ; le gouvernement engage de nouveau sa responsabilité en recourant à l'article 49.3. La loi est votée le 11 juillet.

Sans combat contre la bureaucratie syndicale, il ne peut y avoir de lutte efficace contre le capital

La défaite n'est pas de la faute de la classe ouvrière, elle est de la responsabilité de ses chefs actuels. Une fois de plus, à cause du bloc des bureaucraties syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires…), des partis sociaux-patriotes (PS, PCF, PdG) et des organisations centristes (LO, NPA, POID…), les masses ne sont pas parvenues, alors qu'elles en avaient la force et le désir, à défaire l'attaque du gouvernement bourgeois, à déborder le cadre du « dialogue social », des « votations citoyennes », des « journées d'action » symboliques et des blocages dispersés. Tel est le prix à payer pour l'absence d'une internationale ouvrière révolutionnaire dans le monde et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays.

Le Groupe marxiste internationaliste, malgré sa taille réduite, a tenté de montrer la responsabilité des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse dans l'organisation de la défaite du mouvement contre la loi Hollande-El Khomri : refus de rompre le soutien au gouvernement, la concertation avec lui, refus d'appeler à la grève générale. Il a vendu des centaines d'exemplaires de son bulletin dont la couverture appelait à la grève générale. Le GMI s'est adressé le 30 mai aux rares organisations qui s'étaient prononcé pour la grève générale. Seule la plus petite, le groupe Révoltes, a répondu pour dire qu'il s'agissait d'une méprise, qu'il ne combattait pas pour la grève générale… : une orientation qui permet, au GR comme au GCPOR, au POI, au POID, de mener une vie tranquille à l'ombre des bureaucraties. La tendance CLAIRE du NPA et le groupe La Commune n'ont pas daigné répondre.

Il faut d'urgence regrouper les communistes internationalistes dans ce pays pour constituer, en lien avec les travailleurs avancés du monde entier, une organisation communiste révolutionnaire d'envergure nationale. Ainsi, l'avant-garde pourra :

- organiser des fractions lutte de classe dans les différents syndicats ;
- défendre les revendications des salariés au lieu de faire « des propositions » aux capitalistes et à leur État ;
- unifier les syndicats en une seule centrale démocratique et revendicative ;
- imposer que les assemblées générales des lieux de travail, d'étude, de vie décident ;
- faire élire dans chaque ville et coordonner dans tout le pays des organes de lutte ;
- défendre les manifestations et les grèves contre les nervis patronaux et les policiers ;
- empêcher les licenciements, contrôler l'embauche, la production et la distribution.

Ainsi, à la lutte de classe de la bourgeoisie, répondra la lutte de classe du prolétariat. Ainsi, la classe ouvrière ouvrira la voie du renversement du pouvoir des exploiteurs, au gouvernement des travailleurs, à l'expropriation du grand capital, à la planification décidée par les producteurs, aux États-Unis socialistes d'Europe.

> *La bureaucratie syndicale est l'instrument le plus formidable de l'oppression des travailleurs par l'État bourgeois. Il faut arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et, pour cela, il faut renverser son principal agent : la bureaucratie syndicale.* (Lev Trotsky, *Les fautes fondamentales du syndicalisme*, octobre 1929)

8 août 2016

LO et NPA se sont alignés sur la direction CGT

Le NPA a été fondé sur le reniement du communisme. La direction de LO pratique un double langage : elle parle de révolution dans sa revue et durant ses fêtes. Le reste du temps, l'hebdomadaire et les tracts invitent le *« monde du travail »* à voter pour *« faire entendre le camp des travailleurs »* (faire entendre à qui ?)et à suivre les consignes de la bureaucratie de la CGT.

LO et le NPA cautionnent déjà la prochaine initiative de Martinez et Mailly qu'ils font passer auprès des travailleurs et des étudiants pour une tactique avisée.

> *La seule voie pour faire reculer le gouvernement et le patronat, c'est de poursuivre la mobilisation, en faisant grève et en manifestant dès le 15 septembre, à l'occasion de la journée d'action organisée par plusieurs organisations syndicales pour exiger le retrait de la loi travail.* (*Lutte ouvrière*, 10 août 2016)

> *L'intersyndicale appelle le jeudi 15 septembre à une nouvelle journée d'action… Dès maintenant, nous devons la préparer… En septembre, la jeunesse retrouvera le chemin des écoles et des universités, et il sera possible de discuter à nouveau de la convergence des luttes pour construire un mouvement de grève qui bloque l'économie.* (*L'Anticapitaliste,* 13 juillet 2016)

À dire vrai, les petits appareils du NPA, de LO, du POID, du POI sont eux-mêmes intégrés de plus en plus à la bureaucratie syndicale (CGT, FO, FSU ou Solidaires). En témoigne la trajectoire de Jean-Pierre Mercier. LO, à la tête de la CGT de PSA-Aulnay, a limité en 2012 la grève à l'usine, refusant de se battre pour la grève générale du groupe et de l'automobile. Les ouvrières et ouvriers ont été licenciés ; Mercier est monté en grade dans la CGT.

Début mars, des militants LO arborent un autocollant *« Pour éviter un nouveau Germinal, grève générale ! »*. Toutefois, il s'agit, pour LO (une organisation structurée par des professeurs et, plus récemment, des permanents syndicaux) de faire la leçon aux travailleurs. Jamais LO n'affronte l'obstacle principal à la grève générale : la direction de la CGT qui cogère les grandes entreprises, qui siège dans toutes sortes d'organismes, qui se concerte en permanence avec le gouvernement sur ses projets, qui empêche la grève générale au moyen de 13 « journées d'action », de quelques grèves « reconductibles » dispersées et d'une « votation citoyenne », un dispositif aussi démoralisant qu'impuissant à vaincre le gouvernement PS-PRG.

En avril, au congrès de Marseille, les membres de LO, le NPA, le POID, le POI, AL et compagnie applaudissent la direction de la CGT. La fourberie du NPA et des POI consiste à brouiller les cartes, à faire passer l'exutoire des « journées d'action » pour une grève générale.

> *Sur la construction de la mobilisation, la discussion s'est concentrée sur l'Appel du congrès qui rend compte, tant bien que mal, de l'exigence d'une dénonciation virulente du gouvernement et tente de formuler de la façon la plus pertinente l'appel à la grève générale pour le 28 avril et la question de la reconduction.* (*L'Anticapitaliste,* 28 avril 2016)

Les bureaucraties de la CGT et de FO, parce qu'elles défendent en dernière analyse le capitalisme français, refusent d'appeler à la grève générale. Plus que tout, elles redoutent le débordement des masses.

> *Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.* (Trotsky, « La révolution française a commencé », 9 juin 1936, *Le Mouvement communiste en France*, p. 579-580)

Quand quelques secteurs se sont mis en grève en mai, LO titre : *« Raffinerie, routiers, dockers, cheminots… Tous ensemble contre la loi El Khomri ! »* (26 mai), mais comment se battre *« tous ensemble »* sans la grève de masse, la grève générale ? Après 9 journées d'action, LO enjoint toujours d'obéir à Martinez et à Mailly : *« Face au chantage du pouvoir, manifestons le 14 juin »* (9 juin). À ce moment-là, l'autocollant a disparu depuis longtemps.

Face à la répression systématique des manifestants et des grévistes, LO ne dit pas un mot de ce qu'il faut faire. Comme Martinez et Mailly, LO accuse seulement le gouvernement et exempte la police de toute responsabilité.

> *Le gouvernement – car c'est lui qui dicte l'attitude de la police – se sert de l'existence de « casseurs » pour mettre avec l'aide des médias l'accent sur les incidents autour des manifestations afin de ne pas parler de la mobilisation réelle. Heureusement, les travailleurs qui se mobilisent ne se laissent pas détourner de la lutte essentielle.* (*Lutte ouvrière*, 25 mai)

Rappelons que, en 1977, LO a préconisé le contrôle populaire de la police et de l'armée ; en 2005 et en 2007, elle a soutenu les manifestations de policiers et leurs « revendications ».

Pour finir, les charlatans transforment la défaite en victoire. Dans un article laudateur qu'on croirait écrit

par le PCF, la direction de LO vante les mérites de l'appareil CGT corrompu par l'État bourgeois et le patronat, qui a saboté le mouvement et qui a permis ainsi au gouvernement de faire passer la loi El Khomri.

> *Une fois son choix fait, la direction de la CGT a eu une tactique adaptée au mouvement. Les manifestations périodiques, annoncées à l'avance de façon à ce que chacune prépare la suivante, ont structuré le mouvement, lui ont permis de perdurer et de s'élargir, ne serait-ce qu'au sens de permettre à différents moments que telle ou telle catégorie des travailleurs entre dans l'action.* (*Lutte de classe*, juillet 2016)

Selon les flancs-gardes du stalinisme, ce sont les travailleurs qui ont empêché la CGT d'aller plus loin.

> *En fait, la politique qu'elle proposait correspondait au mouvement lui-même, au niveau de la mobilisation.* (*Lutte de classe*, juillet 2016)

Pour les centristes, la classe ouvrière a la direction qu'elle mérite.



> *Toutes les variétés de représentants désenchantés et apeurés du pseudo-marxisme partent du point de vue que la banqueroute de la direction ne fait que refléter « l'incapacité » du prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire. Tous nos adversaires n'expriment pas clairement cette idée, mais tous, ultra-gauches, centristes, anarchistes, sans parler même des staliniens et des sociaux-démocrates - se déchargent de la responsabilité de la défaite sur le dos du prolétariat. Aucun d'eux n'indique dans quelles conditions précisément le prolétariat s'avérera capable de réaliser la révolution socialiste.* (Trotsky, « L'URSS dans la guerre », 25 septembre 1939, *Défense du marxisme*, p. 114)

Il n'y aura pas de révolution victorieuse sans lutte préalable contre les directions traîtresses, une tâche qu'esquivent tant les centristes que les gauchistes.

> *Il faut absolument déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré.* (Lénine, « La Maladie infantile du communisme », 1920, *Œuvres* t. 31, p. 46-47)

Militants de LO et du NPA, pour comprendre la lutte des classes et le rôle des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, pour intervenir au compte de la classe ouvrière mondiale, étudiez sérieusement Lénine (spécialement après 1914) et Trotsky (à partir de 1917), lisez *Révolution communiste*, discutez avec le Groupe marxiste internationaliste !

12 juillet 2016



37e congrès du PCF
Pour un « Front populaire et citoyen »

Seuls les chiffres sont dans le rouge

Depuis le dernier congrès du Parti communiste français (2013), les chiffres officiels sont passés de 64 000 cotisants à 52 000 et de 34 000 votants à 29 000. Le texte d'orientation présenté par la direction et défendu par Pierre Laurent est minoritaire dans les 5 fédérations (Pas-de-Calais, Nord, Seine-Maritime, Paris, Bouches-du-Rhône) qui comptent le plus d'adhérents (entre 1 200 et 4 000) ; au contraire, 10 des 23 départements dans lesquels il fait ses meilleurs scores (plus de 64 %) correspondent à des secteurs de faible implantation (entre 50 et 350 adhérents). À l'échelle nationale, il s'assure une très courte majorité (51,2 %) qui témoigne des dissensions entre les courants cristallisés autour des cinq textes soumis au vote et qui a obligé la direction du PCF à remettre à plus tard les décisions que le congrès, tenu du 2 au 5 juin à Aubervilliers, était censé trancher.

Elles portent sur la façon la plus efficace de sauver les meubles lors des élections de 2017, préoccupation qui cimente tous ces réformistes.

Primaire ou pas ?

Ce fut d'abord un « oui » enthousiaste de la majorité de la direction à l'appel « Pour une primaire des gauches et des écologistes », publié le 11 janvier dans *Libération*.

> *Nous voulons du contenu, des idées, des échanges exigeants. Nous appelons à une grande primaire des gauches et des écologistes. Notre primaire est la condition sine qua non pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle en incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse. Elle est l'opportunité de refonder notre démocratie...* (Julia Cagé, économiste; Daniel Cohn-Bendit, Européen ; Mariette Darrigrand, sémiologue ; Marie Desplechin, écrivaine ; Guillaume Duval, journaliste ; Romain Goupil, cinéaste ; Yannick Jadot, député européen ; Hervé Le Bras, historien et démographe ; Dominique Méda, sociologue ; Thomas Piketty, économiste ; Michel Wieviorka, sociologue)

Pierre Laurent y voyait la seule possibilité d'une présence du candidat ainsi adoubé au deuxième tour de la présidentielle. Participant au processus de désignation du cheval, le PCF pourrait partager les gains en cas de victoire. En effet, les législatives constituent le véritable enjeu pour ce parti en crise qui risque fort de perdre sa représentation parlementaire, l'argent et la place dans l'État bourgeois qu'elle confère.

Mais la direction dut effectuer une marche arrière affolée quand des parieurs aguerris l'accusèrent d'avoir en poche un ticket Hollande, puisque celui-ci risquait fort d'être le candidat du champ de ruines de « la gauche » (PS, PCF, PdG, PRG, EELV, PE, FD...).

Alors ce fut « non si c'est Hollande avec la même politique ». Sous-entendu, si le PS accepte d'écrire avec nous un texte plein d' « humain », de « citoyen » et de « progrès social », on fait affaire et on soutient Hollande.

En pleine mobilisation pour le retrait du projet de loi El Khomri, le rejet de Hollande, de la politique au service du capital qu'il a menée, mène et mènera, était cependant trop fort pour que le PCF se range officiellement derrière lui et derrière le PS. Le texte adopté par le congrès, très justement nommé « *Front populaire et citoyen* » mentionne que la manœuvre n'est pas pour autant abandonnée :

> *Nous ne ferons pas à Manuel Valls, François Hollande et Emmanuel Macron le cadeau de laisser raconter cette fable selon laquelle il y aurait « deux gauches irréconciliables » ou selon laquelle « le clivage gauche-droite serait dépassé ».*

Autre souci pour les dirigeants de la majorité, le noyau dur des parieurs qui conspuent Hollande mise sur un autre canasson, Mélenchon. Évidemment très hostile à une primaire dont il ne sortirait pas forcément vainqueur, ce dernier a annoncé qu'il était candidat, sans prévenir son ancienne écurie, liquidant par là le mal en point Front de gauche dont il avait été le candidat à la présidentielle de 2012.

> *Je propose ma candidature, c'est le peuple qui va décider. Je ne demande la permission à personne je le fais hors cadre de parti. Je suis ouvert à tout le monde, les organisations, les réseaux, mais les citoyens d'abord.* (Jean-Luc Mélenchon, *TF1*, 10 février)

Finalement, le congrès de juin trouve une large majorité pour attendre novembre, tous les courants pour des raisons différentes : les tenants de Mélenchon, persuadés que les mois qui viennent l'imposeront comme le « rassembleur à gauche » des opposants à Hollande ; les staliniens nostalgiques misant sur la désignation d'un candidat PCF parce qu'aucune alliance ne s'avérera possible ; les majoritaires prêts à



Le PCF domine dans la CGT et la FSU. Il y impose les « journées d'action » bidon.

Le PCF justifie aussi le « dialogue social » en faisant croire que le gouvernement pourrait se corriger et faire une bonne loi travail grâce à des « propositions »

soutenir n'importe quelle casaque pourvu que les sièges de députés soient sauvés.

Place à la rédaction du « *mandat populaire* » sur lequel s'engagerait le candidat soutenu par le PCF et qui formerait la plateforme pour les législatives, à la « *votation citoyenne* » en octobre pour l'adopter, aux tractations d'ici là pour nouer des alliances.

Le pacte national d'engagements communs

Difficile de prendre le « *pacte* » pour un programme de défense des intérêts du prolétariat, même pour les plus crédules, puisqu'il n'est question que de « *la France* ». À son service, le PCF entend reformer une coalition de collaboration de classes, énième replâtrage front populaire - union de la gauche - gauche plurielle, tirant pour seul bilan du Front de gauche qu'il n'était pas assez large…

> *Le Parti communiste français appelle au rassemblement dans un pacte national d'engagements communs de toutes les forces populaires, sociales et politiques, qui veulent remettre la France sur la voie du progrès social et de la démocratie, et reconstruire pour cela une gauche porteuse d'espoir… Nous appelons les Français-e-s et toutes ces forces à participer à un processus collectif qui donne la priorité à la construction d'un projet politique issu de débats citoyens et porteur des exigences populaires autour de cette question : « quelle France voulons-nous ?* (Texte *Front populaire et citoyen*)

Exactement comme Mélenchon ou Montebourg, aucune base de classe, *les Français*, pas les travailleurs, pas les immigrés avec ou sans papiers… Les cinq questions sur lesquelles ce petit monde va cogiter démontrent encore que leur « *front* » est sans rivage à droite.

> *Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique de la République / Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte pour éradiquer le chômage et sécuriser la vie quotidienne de nos concitoyens / Nous voulons une France qui s'engage dans la lutte contre la finance et pour une autre utilisation des richesses / Nous voulons une France qui s'engage dans un nouveau modèle de développement / Nous voulons une France qui s'engage dans la refondation démocratique et sociale de l'Europe.* (Texte *Front populaire et citoyen*)

Un vieux parti ouvrier-bourgeois

Il y a quatre-vingts ans que le PCF a définitivement rompu avec le combat pour la révolution, pour la mobilisation du prolétariat détruisant l'État bourgeois et prenant le pouvoir. Le document voté au congrès (*Le temps du commun*) recuit jusqu'à l'écœurement la soupe réformiste :

> *Loin d'une recherche désespérée du « grand soir » ou d'une gestion sociale-libérale, nous proposons un processus de transformation sociale fondé sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs.*

« *Des pouvoirs* » et surtout pas gouvernement des travailleurs, pouvoir ouvrier, dictature du prolétariat ; « *le dépassement du capitalisme* » contre son renversement ; « *l'entreprise n'est pas la propriété des seuls porteurs de capitaux* » et surtout pas l'expropriation des groupes capitalistes ; « *la réorientation du système bancaire* » contre expropriation de la finance ; « *gagner des droits, mais aussi des pouvoirs nouveaux d'intervention pour les salariés, y compris dans les conseils d'administration des grands groupes* », la cogestion en lieu et place du contrôle ouvrier sur tous les secteurs socialisés de la production et des échanges ; « *VIe République* » et « *démocratie parlementaire* » contre armement du peuple, république des conseils, État ouvrier pour édifier le socialisme ; « *une remise à plat des traités européens pour reconquérir de la souveraineté populaire* » au lieu des États-Unis socialistes d'Europe, la fin des frontières, la république universelle des conseils.

16 août 2016

Après le référendum pour le Brexit

À bas le chauvinisme ! Liberté de circulation des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !

Les bourgeoisies d'Europe sont incapables d'unifier l'Europe, à l'époque du déclin du capitalisme, alors qu'elles étaient, à l'époque du capitalisme ascendant, capables d'unifier l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis d'Amérique. L'issue du référendum récent en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (une tentative de surmonter l'étroitesse des frontières par les deux principales bourgeoisies du continent, celles de l'Allemagne et de la France), en est la preuve.

Un évènement réactionnaire

L'État britannique avait d'abord, face à la décision prise en 1957 par six États d'un marché commun (libre échange et tarif douanier commun) nommé alors CEE-EEC (depuis renommée Union européenne), tenté de la torpiller en 1960 par un traité de libre-échange (AELE-EFTA). Puis la bourgeoisie britannique s'est divisée sur la question. Les groupes tournés vers le continent (et la « City », la Bourse de Londres) étaient plutôt pour rejoindre la CEE-EEC, ce que traduisaient au plan politique le Parti libéral (aujourd'hui renommé Libéraux démocrates) et la majorité des « tories » (Parti conservateur). La plupart des petits patrons (et les groupes axés sur les autres continents) étaient plutôt contre. Dans les coulisses de l'État, des partis politiques, des médias et des universités, le grand capital l'emporta sur le petit si bien que le Royaume-Uni demanda à rejoindre la CEE-EEC en 1963.

> *D'abord le Royaume Uni pensa qu'il garderait ses relations spéciales avec les États-Unis et avec le Commonwealth. Ensuite il pensa qu'il garderait son rôle comme puissance mondiale… À cause de ces différences et d'autres, la Grande Bretagne se retira des négociations… En réaction à la création de la CEE, le Royaume Uni, de concert avec la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Autriche, mit en place une aire de libre-échange.* (Guglielmo Carchedi, *For Another Europe*, 2001, ch. 1)

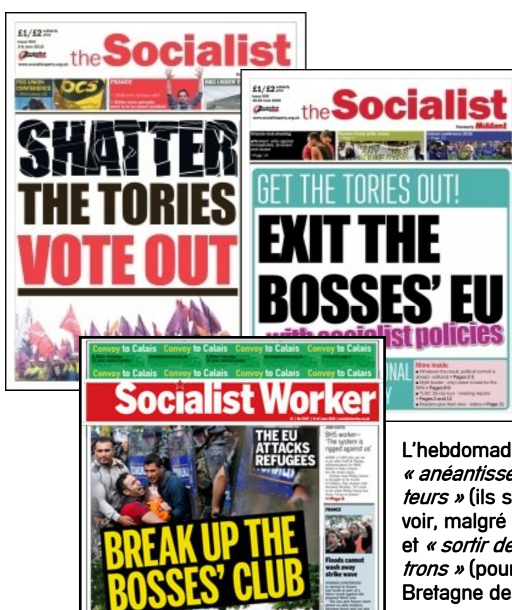
Le Royaume-Uni adhéra en 1973, quand le gouvernement français accepta, après avoir longtemps bloqué sa demande, pour contrebalancer la puissance économique grandissante de l'Allemagne. Par contre, l'État britannique refusa d'adopter l'euro en 1992.

> *L'UE peut avoir été formée pour lier ensemble la France et l'Allemagne, mais ces dernières décennies elle a été modelée au moins autant par les valeurs, les idées et la vigueur britanniques. Son expansion ambitieuse vers l'est, la construction soutenue d'un marché unique intégré, l'accent mis sur le commerce international ont été faits en Grande Bretagne.* (*The Economist*, 2 juillet 2016)

C'est la fraction subalterne de la bourgeoisie nationale, représentée par le parti xénophobe UKIP et la minorité du Parti conservateur, qui vient de renverser cette décision en utilisant un référendum. Avec une participation importante de 72,2 %, près de 52 % des électeurs du Royaume-Uni se sont prononcés le 23 juin pour la sortie de l'Union européenne. Ce résultat nuira probablement au capitalisme britannique dans son ensemble. Ses principaux secteurs, financiers comme productifs, craignent à juste titre de devoir désormais payer au prix fort le droit de faire des affaires avec les autres pays européens. Plusieurs variantes sont en effet possibles, depuis l'application simple des règles de l'OMC, un traité particulier ou des traités bilatéraux, ou encore un statut d'associé de second plan à l'espace économique européen comportant certaines obligations mais sans voix au chapitre. En tous les cas, c'est une période d'incertitude qui s'ouvre, ce qu'abhorrent les gens sérieux chargés de faire fructifier leur capital. De surcroit, les risques d'éclatement du Royaume-Uni avec la montée du séparatisme écossais (et de l'unification de l'Irlande) refont surface.

> *Peu des Anglais qui votèrent pour quitter l'Union européenne le 23 juin considéraient qu'en faisant cela ils pourraient déclencher l'éclatement d'une autre union : la leur.* (*The Economist*, 2 juillet 2016)

Mais le Brexit n'est en rien une victoire de la classe ouvrière. Ce n'est pas parce que beaucoup de travailleurs (ouvriers, employés, chômeurs, commerçants, artisans…) victimes des crises capitalistes mondiales et de la désindustrialisation (résultant des choix des patrons et des gouvernements à leur service), victimes des attaques contre le système de santé gratuite (NHS), ont voté pour le Brexit que cela en fait mécaniquement un vote ouvrier, c'est-à-dire un vote pour le compte de la classe ouvrière. Beaucoup de travailleurs et d'étudiants se sont prononcés pour le maintien : Londres n'est pas peuplée que de capitalistes et de courtiers, l'Ecosse et l'Irlande du Nord encore



Les opportunistes prétendent qu'une consultation électorale peut bouleverser une situation au bénéfice des travailleurs. Le crétinisme électoral est encore plus ridicule quand la campagne est imprégnée de xénophobie.

L'hebdomadaire du SPEW titre : *« anéantissez les conservateurs »* (ils sont toujours au pouvoir, malgré le vote pour la sortie) et *« sortir de l'UE des patrons »* (pour revenir à la Grande-Bretagne des patrons ?).

Celui du SWP suit le même orientation : *« brisez le club des patrons , votez pour la sortie »*.

moins. Ni les uns ni les autres n'ont pu voter en tant que classe consciente de ses intérêts et apte à prendre la tête de la nation (ou des nations), tous ont suivi une fraction politique de leurs exploiteurs d'accord entre eux pour désigner les réfugiés et les migrants économiques comme des boucs émissaires. La campagne déchaînée du « leave » a encouragé un fasciste à tuer une députée du Parti travailliste, Jo Cox.

En réalité, la classe ouvrière et la jeunesse de Grande-Bretagne ont été piégées, sommées de choisir entre le soutien à la politique de Cameron au travers de la défense de l'Europe des capitalistes comme meilleur moyen de limiter l'immigration et le nationalisme réactionnaire racontant toutes sortes de mensonges. Jamais la responsabilité des gouvernements bourgeois successifs qui ont précipité travailleurs et jeunes dans des reculs successifs depuis Thatcher (Parti conservateur) en passant par Blair (Parti travailliste) pour finir par Cameron n'a été mise en avant, jamais l'ennemi de classe dans son propre pays n'a été présenté comme l'adversaire principal.

D'un côté, Cameron vantait les mérites de l'Union européenne, censée avoir apporté bien-être et félicité aux travailleurs qui n'en peuvent mais; de l'autre, Johnson et Farage désignaient les immigrants, dont l'Union européenne serait la pourvoyeuse, accusés d'être les responsables de la misère des autochtones en vivant des allocations et en volant les emplois. Dans cette confusion, toutes les frontières de classe ont été balayées, le Parti travailliste dirigé par Corbyn, flanqué de Left Unity, se retrouvant sur la même ligne que Cameron pour vanter les acquis de l'Union européenne tandis qu'aux côtés de l'UKIP figuraient non seulement une fraction importante du Parti conservateur mais aussi divers opportunistes du mouvement ouvrier dont le PCB, Respect, le SWP, le SPEW…

> *Toute l'histoire du mouvement ouvrier anglais est marquée par la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat.* (Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?*, 1925, ch. 4)

Ce vote majoritaire pour le Brexit signifie un gain supplémentaire pour un nationalisme exacerbé qui gagne peu à peu l'Europe, mais aussi le monde entier. Cela signifie que la classe ouvrière s'est divisée sur une opposition entre deux fractions de ses exploiteurs et qu'une partie s'est laissée entrainer sur le terrain le plus réactionnaire, celui de la haine de l'étranger, du migrant, celui de la récupération de la souveraineté nationale, celui de l'Angleterre d'abord. Le parti UKIP, mais aussi le pitre affligeant qu'est Boris Johnson, un ténor du Parti conservateur et précédent maire de Londres, n'ont-ils pas complaisamment présenté le vote « leave » comme un pied de nez aux élites fortunées, usant de toutes les ficelles du populisme, eux qui appartiennent à la même classe bourgeoise et n'ont guère de problèmes d'argent pour finir le mois.

La consolidation des frontières et le protectionnisme par un pays impérialiste constituent une régression à laquelle le prolétariat ne saurait s'associer. Ils s'accompagnent toujours du militarisme et du regain de tensions internationales.

> *En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque.* (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital,* 1913, ch. 31)

L'irrationalité de la bourgeoisie contemporaine

Le Premier ministre Cameron avait joué avec les allumettes : pour contrer la progression du parti raciste, xénophobe, nationaliste et fascisant UKIP qui progressait en siphonnant les électeurs du Parti conservateur, il avait après les élections de 2015 promis la tenue d'un référendum pour ou contre le maintien dans l'Union européenne, comptant également s'en servir comme moyen de pression pour obtenir quelques concessions supplémentaires des autres bourgeoisies européennes.

Et c'est ce qu'il fit à Bruxelles en février dernier, marchant sur les traces de feue Thatcher, tonnant contre la gabegie des dépenses européennes, le laxisme aux frontières et bien d'autres choses encore, pour s'en retourner dans son pays satisfait d'avoir si bien défendu les intérêts britanniques. Il avait obtenu en effet le

droit de ne plus verser certaines prestations et allocations aux ressortissants européens pendant les quatre premières années de leur installation en Grande-Bretagne, des garanties renouvelées pour préserver les « entrées » de la Bourse de Londres dans l'Union européenne, une promesse d'alléger encore les normes et régulations pesant sur les entreprises. Moyennant quoi, Cameron avait mené campagne pour rester (« remain »).

Las, le vent qu'il a semé n'a fait qu'attiser l'incendie que d'autres avaient allumé, non seulement du côté du parti UKIP, mais aussi d'une bonne partie du Parti conservateur lui-même. Force est de constater pourtant que les vainqueurs ont d'abord brillé par leur capacité à fuir leur responsabilité devenue soudain écrasante : Nigel Farage, le président de UKIP, démissionne aussitôt et Boris Johnson se livre à une minable pantalonnade pour ne pas briguer le poste de Premier ministre !

> *Les militants victorieux de la sortie, une bande médiocre qui se sont déshonorés durant la campagne : mentant sur l'inflation des dépenses budgétaires et les migrants turcs fantômes, avant de disparaître après le vote.* (*The Economist*, 2 juillet 2016)

C'est que, passés les effets de manche, l'affaire s'annonce ardue pour la bourgeoisie anglaise et celles du continent. Cameron a refusé de prendre la responsabilité d'officialiser la rupture avant sa démission. Il a laissé ce soin à la nouvelle Première ministre, Theresa May, qui a intégré dans le nouveau gouvernement tory trois ministres partisans du Brexit : Johnson nommé ministre des Affaires étrangères, Davis ministre de la sortie de l'UE et Fox ministre du commerce international. May pense à la fois stabiliser le principal parti bourgeois et faire porter la responsabilité des difficultés à venir aux excités du « leave ». La justification du SWP pour rejoindre ce camp était de chasser Cameron. Mais les travailleurs ont-ils gagné à avoir May à la place de Cameron ?

Après avoir constitué son gouvernement, May est allée rencontrer Merkel et Hollande, ce qui montre bien qui dirige « l'Europe ». Elle n'a toujours pas officialisé la sortie. Les 27 États qui restent ne sont pas sur la même longueur d'onde dans les négociations qui vont s'ouvrir avec le nouveau gouvernement tory. Les bourgeoisies d'Europe centrale veulent en profiter pour desserrer l'étreinte de l'Allemagne et de la France. La bourgeoisie allemande, pour qui la Grande-Bretagne est un client sérieux, reste assez prudente. Sa place dominante lui confère une responsabilité de gardienne d'une certaine cohésion de l'ensemble alors que les uns et les autres tirent à hue et à dia. Cependant, elle n'a nullement envie d'encourager par une attitude trop conciliante d'autres pays membres, notamment au sud et à l'est de l'Europe, à chercher aventure ailleurs. La bourgeoisie française n'a pas ces pudeurs, elle pousse les feux pour affaiblir au maximum la bourgeoisie anglaise, cherchant surtout à mettre la City hors-jeu en espérant que la Bourse de Paris ravira la place. Or la Bourse de Londres, c'est le poumon du capitalisme britannique, aspirant les capitaux de par le monde, générant une balance des services largement excédentaire alors que sa balance des échanges de biens est lourdement déficitaire.

> *Londres revendique 250 banques étrangères et 200 compagnies juridiques étrangères... Le principal souci est que les compagnies financières ne seront plus capables de desservir toute l'UE depuis Londres quand la Grande Bretagne quittera, peut-être deux ans après le début formel des pourparlers de sortie.* (*The Economist*, 2 juillet 2016)

Pour l'internationalisme prolétarien

Bien rares sont ceux qui ont défendu la seule position de classe possible, l'appel au boycott du referendum, à la lutte pour en finir avec le gouvernement des capitalistes en Grande Bretagne, la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

> *Vers la fin du 19e siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes.* (4e Internationale, *Manifeste,* mai 1940)

Au contraire, au-delà même du Royaume-Uni, nombre d'organisations ont versé dans le nationalisme ou franchi des pas supplémentaires dans cette ligne déjà défendue de longue date. Ainsi, le KKE de Grèce, Die Linke d'Allemagne, Mélenchon en France, ancien ministre fondateur du PdG, grand défenseur de *« la Nation »*, dont l'ennemi est non pas la bourgeoisie française mais l'Allemagne, non seulement se félicite du Brexit, mais vient d'accuser le 5 juillet 2016 au Parlement européen le travailleur détaché de *« voler son pain au travailleur qui se trouve sur place »* ...

> *Le travailleur n'a pas de patrie, cela veut dire que sa situation économique (le salariat) n'est pas nationale, mais internationale ; son ennemi de classe est international ; les conditions de son émancipation le sont aussi ; l'unité internationale des travailleurs est plus importante que l'unité nationale.* (Vladimir Lénine, *Lettre à Inessa Armand*, 20 novembre 1916)

La plupart des révisionnistes du trotskysme (les morénistes, les cliffistes, les lambertistes, les robertsonistes, les taaffistes, etc.), habitués à suivre le courant ou influencés par le stalinisme, ont applaudi au Brexit. Non seulement les travailleurs britanniques n'ont aucune amélioration de leur sort à attendre, mais ils doivent craindre plutôt le contraire. Surtout, ils ont, dans la plus grande confusion, perdu à cette occasion leur indépendance de classe, ce qui ne pourra que donner des armes supplémentaires à la bourgeoisie. D'ailleurs, la droite du Parti travailliste a aussitôt lancé une nouvelle offensive contre Corbyn, avec l'aide des médias bourgeois.

> *Entretemps le Parti travailliste se déchire en morceaux. Le 28 juin M Corbyn a perdu un vote de défiance parmi les députés travaillistes par 172 contre 40. Il fait face à un défi à sa fonction de dirigeant.* (*The Economist,* 2 juillet 2016)

Le résultat du référendum britannique s'inscrit dans la forte progression des partis xénophobes ou fascistes comme le FPÖ en Autriche, le FN en France, l'AFD en Allemagne, Jobbik en Hongrie, le PVV en Hollande, XA en Grèce, le PIS en Pologne, etc. Dès le 24 juin, Le Pen (FN) a exulté : « *Brexit, et maintenant la France !* ».

> *Mme Le Pen pense que cet état d'âme national pourrait l'aider à gagner l'élection présidentielle au printemps prochain.* (*The Economist*, 2 juillet 2016)

Ce sont les gouvernements « démocratiques » eux-mêmes qui, en laissant les capitalistes licencier, en diminuant les impôts des patrons et des riches, en limitant les prestations sociales, en bombardant le Proche-Orient, en barricadant l'Europe pour laisser les réfugiés mourir à ses portes, alimentent la xénophobie et le racisme qui sont le carburant de la réaction. Ce chauvinisme est partout à l'œuvre. Que dire du candidat du Parti républicain Trump aux États-Unis qui prône le protectionnisme, le refoulement de tous les immigrés venant de pays détruits par l'impérialisme américain et qui promet d'ériger un mur de béton pour verrouiller les milliers de kilomètres de frontière avec le Mexique !

Ce nationalisme est fondamentalement l'expression de l'impasse historique du mode de production capitaliste au stade impérialiste : contradictoirement aux intérêts des principaux secteurs de la bourgeoisie des pays capitalistes qui poussent tant qu'ils le peuvent à la circulation sans entrave des marchandises et des capitaux, la propriété privée des moyens de production et la concentration toujours plus importante du capital productif, commercial et bancaire que cela entraine, la concurrence exacerbée des bourgeoisies entre elles, la domination de la planète par une poignée de puissances impérialistes, se dressent comme des obstacles non seulement au capital lui-même, mais au développement de l'humanité tout entière.

Toutes les bourgeoisies impérialistes ont mis en œuvre la « mondialisation », tous les groupes capitalistes rêvent de l'ouverture des frontières à leurs capitaux et leurs produits, mais les lois inhérentes au capitalisme disloquent les efforts accomplis dans ce but, tous les groupes réclament l'aide de leur État contre les autres, tous les États à leur service se disputent la planète. C'est le cauchemar de l'affrontement entre les nations qui finalement ressurgit. Le capitalisme au stade impérialiste, c'est la concurrence organisée entre les travailleurs des différents pays et au sein des mêmes pays.

Il faut donc un parti internationaliste. Il ne pourra pas être édifié en tournant le dos au Parti travailliste et aux syndicats. Mais le Labour Party ne peut remplacer le parti ouvrier révolutionnaire parce qu'il est, depuis sa naissance, un « parti ouvrier bourgeois » : ouvrier par son origine syndicale et sa base électorale de salariés ; bourgeois par son programme et son crétinisme parlementaire.

> *Quelle que soit la majorité parlementaire, tout l'appareil d'État est, de haut en bas, indissolublement attaché à la bourgeoisie. Celle-ci est en outre en possession de toute la presse, des organes les plus importants de l'administration locale, des universités, des écoles, de l'Église, des innombrables associations...* (Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?*, 1925, ch. 5)

Aucune politique social-réformiste n'a pu ni voulu, faute de s'attaquer au capital lui-même, ouvrir de perspective quelconque d'amélioration durable de la situation des travailleurs. Au contraire, partout, elles ont prouvé leur faillite en se faisant les auxiliaires zélés des exigences de leur bourgeoisie. Les masses qui ont subi les coups des partis bourgeois au pouvoir en ont soupé tout autant des partis ouvriers bourgeois quand ils les ont remplacés. Faute d'une organisation révolutionnaire qui ouvre la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, du socialisme, de l'internationalisme, ce sont les courants bourgeois les plus réactionnaires qui marquent des points. C'est précisément pourquoi une orientation correcte sur la question du Brexit est aussi importante. C'est pourquoi il est urgent de constituer l'internationale ouvrière révolutionnaire.

> *Quand les masses comprennent qu'on les a bernées, elles font la révolution.* (Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre* ?, 1925, ch. 4)

22 juillet 2016

Bureau du Collectif révolution permanente (Autriche, France, Pérou) & Tendance marxiste-léniniste (Brésil)

1936 la coalition de Front populaire empêche la classe ouvrière de prendre le pouvoir



14 juillet 1936
Blum (SFIO), Daladier (PR), Thorez (PC), Salengro (SFIO), Cot (PR)

Depuis 1936, les partis ouvriers bourgeois ne cessent de seriner aux masses que le gouvernement de Front populaire était leur gouvernement, que c'est à lui que l'on doit les « avancées » sociales obtenues en 1936 et qu'il faut recommencer. Rien n'est plus faux .

Ainsi, le 1er mai, Cambadélis avait déposé, en levant le poing, une gerbe à la statue de Blum : *« Léon Blum c'est la gauche unie, la gauche qui agit ! ».* Le Premier secrétaire du PS a comparé Hollande à Blum et dénoncé ceux qui divisent *« la gauche ».*

Quelques semaines plus tard, le 37e congrès du PCF se prononce pour la formation d'un nouveau *« Front populaire et citoyen, à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'alliance avec des courants transformateurs et réformistes prêts à agir pour un projet de transformation sociale ».*

Alors que la chambre de Front populaire élue en avril-mai 1936 a voté en juillet 1940 les pleins pouvoirs à Pétain, le Parti radical ayant repris dès 1938 toutes les conquêtes obtenues par la grève générale de 1936, d'ailleurs absentes du programme du Front populaire.

1934 : La classe ouvrière aspire à l'unité de combat contre la menace fasciste

La crise économique mondiale de 1929 secoue l'Europe capitaliste et l'Amérique du Nord. Mais comment la révolution serait possible si Hitler prend le pouvoir dans la principale économie d'Europe, là où le mouvement ouvrier compte les deux plus grands partis d'Europe, le parti social-démocrate SPD et le parti communiste KPD ? Or, loin de mesurer le danger, la direction de l'IC et celle de sa section allemande se déchaînent contre la social-démocratie, accusée d'être l'aile gauche du fascisme, d'être « social-fasciste ».

L'Opposition de gauche de l'Internationale communiste tente d'empêcher la catastrophe et d'ouvrir la voie de la révolution socialiste en demandant au KPD de combattre le NSDAP par le front unique ouvrier avec le SPD (et les syndicats).

> *Il faut se retourner contre le fascisme en formant un seul front. Et ce front de lutte directe contre le fascisme, commun à tout le prolétariat, il faut l'utiliser pour une attaque de flanc, mais d'autant plus efficace contre la social-démocratie...* (Lev Trotsky, « En quoi la politique du KPD est-elle erronée ? », 8 décembre 1931, *Contre le fascisme*, Syllepse, p. 189-190)

Le capitalisme français avait été relativement protégé en 1929 de la crise capitaliste mondiale par son empire colonial (grossi après la 1re Guerre mondiale du Togo, du Cameroun, de la Syrie et du Liban). Mais, dans une économie mondiale déjà internationalisée, il ne peut y échapper, ce que la petite bourgeoisie rurale et la classe ouvrière paient.

Après la défaite en 1933 sans combat du prolétariat allemand face aux bandes armées du NSDAP d'Hitler, le fascisme autrichien écrase la milice du SPÖ. En outre, les fascistes se renforcent en France, en Belgique, dans les Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suisse, au Danemark, en Norvège, en Irlande...

Les communistes internationalistes qui s'étaient battus, en Allemagne, en Autriche, en France, en Espagne... pour redresser l'Internationale communiste et pour le front unique ouvrier tirent la leçon de la défaite sans combat en Allemagne, de l'absence d'autocritique du KPD et de la direction de l'IC ou de protestation d'une quelconque section de l'IC. Les « trotskystes » se résolvent à la perspective d'une nouvelle internationale pour conduire la révolution prolétarienne, seul moyen de faire barrage au fascisme et d'échapper au risque de guerre qui grandit.

En France, les « ligues » fascistes (Action française, Croix de feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française) se sentent à tel point galvanisées par la victoire des nazis en Allemagne qu'elles manifestent le 6 février 1934 place de la Concorde avec l'objectif avoué de renverser le régime parlementaire de la 3e République. Or, le 12 février, malgré la politique criminelle et paralysante du « social-fascisme » initiée par les staliniens, avec un sûr instinct de classe, les cortèges ouvriers séparés de la SFIO et du PCF fusionnent. Cette riposte s'inscrit dans une poussée des luttes à l'échelle internationale, durant 1934, contre les conséquences de la crise capitaliste et contre le fascisme : insurrection ouvrière aux Asturies

en Espagne, vague de grèves dans l'industrie automobile et le transport aux États-Unis…

1935 : Les staliniens liquident le front unique ouvrier et imposent la coalition avec le principal parti bourgeois

La situation politique est ainsi radicalement changée et la direction de l'IC doit s'y adapter en opérant un tournant à 180 degrés. Le Parti communiste signe avec la SFIO un pacte d'unité d'action en juillet 1934. La Ligue communiste (bolchevik-léniniste), pour influencer la classe ouvrière, entre dans le front unique dont elle est écartée par le PC-SFIC en rejoignant le PS-SFIO .

Le Groupe bolchevik-léniniste (GBL), avec son organe *La Vérité,* lance la milice de la SFIO (TPPS) et participe aux activités contre les organisations fascistes. Mais les appareils s'empressent de rendre le front unique ouvrier inopérant, inoffensif.

La base électorale de petits patrons, d'agriculteurs, de cadres, de fonctionnaires du Parti radical est écartelée entre le fascisme et la révolution. La classe ouvrière peut en attirer un grand nombre si elle est résolue. Elle semble s'engager dans cette voie avec des grèves en 1935 (Brest, Toulon, fonctionnaires), des affrontements avec les fascistes (Limoges le 17 novembre) et la mise sur pied de la milice de la SFIO (TPS) sous l'impulsion des bolcheviks-léninistes du GBL.

La bureaucratie stalinienne veut en finir avec le front unique ouvrier à cause de l'impulsion qu'il peut donner à la classe ouvrière. Une révolution socialiste mettrait en cause non seulement le capitalisme français, mais l'ordre européen et donc le pouvoir de la caste étatique de l'URSS. La bureaucratie usurpatrice redoute la révolution prolétarienne et la combat.

> *La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en URSS. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple… La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit approcher une menace contre sa domination et ses privilèges.* (Lev Trotsky, « Lettre ouverte aux ouvriers français », 10 juin 1935, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 506, 510)

Staline mise, pour contrer la menace fasciste à l'ouest, sur l'alliance de l'URSS avec les vieilles bourgeoisies impérialistes anglaise et française. Les partis « communistes » des pays impérialistes deviennent des partis sociaux-impérialistes, comme auparavant les partis « socialistes ».

En octobre 1934, le secrétaire général du PCF Thorez tend la main au Parti radical, un parti bourgeois « de gauche » colonialiste et opposé au vote des femmes. C'est la reprise de la politique du Parti menchevik russe de 1903 à 1917, sans même l'excuse d'une révolution démocratique à accomplir puisque celle-ci a eu lieu en France 150 ans auparavant. En mai 1935, Staline approuve la politique militariste de l'État impérialiste français (pacte franco-soviétique Laval-Staline). Le parti stalinien met en veilleuse l'antimilitarisme et l'anticolonialisme. Le 14 juillet 1935, Duclos, du bureau politique, revendique le drapeau tricolore et *la Marseillaise*.

Sous la dénomination de « Front populaire », un accord politique est passé en juillet 1935 entre le PS-SFIO, le PC-SFIC, la CGT (dont la direction est proche de la SFIO), la CGTU (dont la direction est au PCF) d'une part et d'autre part le PR et d'autres débris bourgeois, sur un programme proche de celui du PR, respectueux des institutions de la 3e République, des colonies et du « droit » de propriété.

> *Que propose ce programme ? Un ensemble de mesures qui sont, en partie d'utopiques illusions petites-bourgeoises, en partie des mesures qui serviront bien la bourgeoisie. En tout cas, on n'y trouve rien qui serve réellement les intérêts du prolétariat… Pas un mot sur le budget de guerre ! Pas un mot sur la politique militaire en France et aux colonies.* (Pierre Naville, « Que signifie le programme du Front populaire ? », 17 janvier 1936, *L'Entre-deux guerres,* p. 503-505)

Alors, la direction de la SFIO commence à s'en prendre aux bolcheviks-léninistes. Faure et Blum bénéficient de la complicité de leur aile gauche : Zyromski aligne la Bataille socialiste (BS) sur le PC et attaque vigoureusement le GBL ; Pivert constitue la Gauche révolutionnaire (GR) dont la fonction est de retenir dans le parti réformiste et le Front populaire les jeunes et les travailleurs séduits par l'activité et la théorie des BL, en copiant leur langage.

En mars 1936, la CGT et la CGTU fusionnent, ce qui attire 250 000 adhérents nouveaux. Les élections législatives d'avril-mai 1936 témoignent des rapports changeants entre les classes. Au premier tour, le PR chute (1,4 million, -350 000 voix), le PS-SFIO se maintient (1,9 million) et le PC, qui a déjà une meilleure implantation chez les salariés que la SFIO, progresse car il usurpe le prestige de la Révolution d'Octobre (1,5 million, +600 000 voix). Le pacte de FP assure le désistement au second tour pour le candidat le mieux placé, si bien que le PR, avec moins de voix que le PC, obtient 115 députés alors que le PC n'en a que 72.

> *Si socialistes et communistes avaient mené une politique de classe, c'est-à-dire s'ils avaient lutté pour l'alliance des ouvriers et des éléments semi-prolétariens des villes et des campagnes contre la*

> *bourgeoisie dans son ensemble, y compris son aile radicale pourrie, ils auraient eu infiniment plus de voix, et les radicaux ne seraient revenus à l'Assemblée qu'en nombre insignifiant.* (Lev Trotsky, « L'Étape décisive », 5 juin 1936, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 573)

Les travailleurs ne veulent pas attendre alors que le PCF se refuse de gouverner et que la SFIO discourt beaucoup en attendant l'autorisation de gouverner. Ils déclenchent la grève générale.

1936 : La grève générale pose la question du pouvoir

La grève qui commence le 11 mai 1936 à l'usine Bréguet du Havre, et qui succède d'ailleurs à de nombreux conflits entre salariés et patrons depuis deux ans, s'accompagne, phénomène nouveau, de l'occupation des locaux, une méthode probablement importée par les ouvriers d'origine italienne. Comme toutes celles qui vont suivre rapidement : chez Latécoère à Toulouse, aux usines Bloch à Courbevoie.

Le 27 mai, tout en disant que *« tout est possible »,* Pivert appuie l'union de son parti, *« à la pointe du mouvement »*, des *« frères communistes »,* lesquels, selon lui, ne sauraient *« retarder l'heure de la révolution sociale en France »* et des *« amis radicaux »*, lesquels, selon lui, *« ne désirent pas s'opposer aux nationalisations ».* Tel est le contenu du « Front populaire de combat », la ligne de la GR. Pivert se voit offrir en récompense un poste au gouvernement SFIO-PR.


SANS DISTINCTION D'OPINION
Tous unis pour notre pain !
l'Humanité
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)
SAMEDI 6 JUIN 1936 DEUX ÉDITIONS
Fondateur : JEAN JAURÈS Directeur : MARCEL CACHIN
CONSTERNATION
L'ORDRE ASSURERA LE SUCCÈS !
LES GROS SPÉCULATEURS DES HALLES FONT HAUSSER SCANDALEUSEMENT LES COURS

LE NUMÉRO : 0 FR. 30 VENDREDI 12 JUIN 1936 N° 1
" Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! "
la lutte ouvrière
Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevicks-Léninistes)
Section Française de la IVe Internationale
1.500.000 chômeurs demeurent hors-la-loi.
Devront-ils occuper les mairies pour obtenir une augmentation de leur indemnité ?
Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers !
L. TROTSKY
L'étape décisive
Blum-Jouhaux-Duchemin tombent d'accord mais les travailleurs poursuivent la lutte
Passez des Comités de grève aux Comités d'usine permanents
contre l'offensive des exploiteurs et des mercantis
Aidez les paysans et les soldats à créer des Comités de caserne et des Conseils paysans
Formez vos milices ouvrières
NOTRE POLITIQUE
LES NOTRES
J.-G. BLUMKINE

> *Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent.* (Lev Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le Front populaire», 26 novembre 1935, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 540)

Les 33 000 ouvriers de chez Renault-Billancourt, le cœur du prolétariat parisien, entrent en grève, ils occupent l'usine, hissent le drapeau rouge. Le même jour, la grève fait tache d'huile dans toute la métallurgie parisienne : Fiat, Chausson, Talbot, Citroën, Gnome et Rhône... Les grèves s'étendent à toutes les entreprises privées, au cœur de l'exploitation capitaliste : manufactures, chantiers, mines, ports, grands magasins, etc. même si la fonction publique, plus contrôlée par la bureaucratie syndicale, est peu touchée.

La classe ouvrière engage un immense mouvement d'une ampleur nouvelle, inconnue : la grève générale.

Le patronat est impuissant. À la suggestion de faire appel à la police, voire à la troupe pour faire évacuer les entreprises, Albert Sarraut, Premier ministre (PR) jusqu'en juin, rétorque : *« Non, surtout pas cela... Nous risquons le conflit sanglant... C'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines ».*

Jouhaux (CGT) et les dirigeants politiques refusent que soit posée la question du gouvernement ouvrier comme solution à la crise politique. Ils sont suivis et protégés par les centristes (BS-SFIO de Zyromski, GR-SFIO de Pivert, PUP de Louis et Juncker, Que faire de Ferrat...) et les anarchistes (FA, CGTSR) qui se félicitent que les grèves restent sur le terrain économique.

> *Le sort de la France ne se décide ni au Parlement , ni dans las salles de rédaction des journaux conciliateurs, réformistes et staliniens. Le sort de la France se décide dans les usines. (*Lev Trotsky, « L'Étape décisive », 5 juin 1936, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 576)

Face à la grève qui s'étend, la bourgeoisie exige de Blum qu'il œuvre à son compte. Il constitue son gouvernement le 4 juin et parle aux grévistes le 5 à la radio. Rien n'y fait. Le 7 juin, la Confédération générale du patronat français s'affole et pour sauver l'essentiel, la propriété et l'État bourgeois, elle se décide à céder ce qu'elle avait refusé la veille encore. Tous les partis du Front populaire s'emploient à présenter l'État comme un arbitre au-dessus des classes. Or, sans prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans destruction de l'État bourgeois, toute concession peut être reprise.

Les « Accords Matignon » du 7 juin salués chaleureusement par les dirigeants de la CGT, de la SFIO, du PC, ne s'accompagnent pas de la reprise du travail. Pourtant, les concessions de la bourgeoisie sont considérables : établissement immédiat de contrats collectifs de travail, reconnaissance du droit à se syndiquer, majoration des salaires de 7 à 15 %. Le 9 juin, l'AG de 700 délégués des métallos parisiens en grève refuse de reprendre le travail. La direction de la CGT s'incline. Les travailleurs envisagent une puissante manifestation de rue, de *« descendre sur Paris ».* Le 12 juin, le patronat cède sur tous les points qui restaient en litige. Le 12 juin, à l'initiative du comité de grève des usines Hotchkiss se forme un comité d'entente entre les usines, un embryon de soviet qui risquait de se développer, de s'étendre et de poser la question du pouvoir.

La veille, le 11, le PCF a rassemblé ses partisans au gymnase Jean Jaurès et met la classe ouvrière en garde contre la poursuite de la grève. *L'Humanité* polémique contre la formule de Pivert : *« Non, tout n'est pas possible… Il n'est nullement question de chambardement ni d'anarchie ».* Et le secrétaire général du PCF d'appuyer sur le frein de toutes ses forces :

> *Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin… Alors, il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue.* (Maurice Thorez, « Discours », 11 juin 1936, cité par Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1974, p. 164)

Le 12 juin, le gouvernement de Front populaire fait saisir l'hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste *La Lutte ouvrière* qui titre : *« Dans les usines et dans les rues, le pouvoir aux ouvriers »* et engage des poursuites judiciaires contre le POI-4e Internationale. Le cas échéant, l'ordre sera maintenu par la force, affirme le ministre de l'Intérieur, Salengro. Duclos, du bureau politique du PCF, crie à tue-tête : *« Nous sommes là pour maintenir l'ordre ».* Et de soutenir qu'en maints domaines, *« les radicaux ont raison »* (*L'Humanité,* 27 juin).

Au congrès du PS-SFIO, le Premier ministre oppose le parlement bourgeois à la révolution sociale.

> *Il n'y a pas de majorité prolétarienne, il y a une majorité de Front populaire. Il s'ensuit que nous agissons à l'intérieur du régime social actuel.* (Léon Blum, « Discours », 31 juin 1936, cité par Danielle Tartakowsky, *Le Front populaire*, 1996, Gallimard, p. 71)

La bourgeoisie commence à relever la tête. Faute de parti révolutionnaire implanté, les masses restent désorientées et le mois de juillet voit la grève s'étioler, se diviser, se fragmenter.

La révolution espagnole qui éclate le 17 juillet 1936, en réponse à la rébellion militaire du Maroc et au coup d'État fasciste de Franco, est combattue par l'Allemagne et l'Italie fascistes comme par l'Angleterre « démocratique ».

Sous la pression diplomatique du Royaume-Uni et sous les menaces de démission des ministres radicaux, Blum se refuse à écouter les cris de solidarité des masses en France et se rallie le 7 août à la politique de « non-intervention ». Les députés PCF s'abstiennent.

Le gouvernement de FP, avec la caution du Parti « communiste » refuse toute indépendance aux peuples coloniaux. Autre coup porté au prolétariat révolutionnaire, lors du premier procès ouvert à Moscou le 19 août 1936, la bureaucratie stalinienne calomnie, condamne à mort et exécute seize dirigeants du Parti bolchevik et de l'IC. Dans cette situation internationale, Thorez lance la perspective du *« Front des Français »,* du PCF aux Croix-de-Feu (la principale organisation fasciste). Il s'agit de désorienter au maximum afin de faire refluer le prolétariat et paralyser sa lutte.

1937 : La bourgeoisie repart à l'offensive

En septembre 1936, les masses laborieuses ont repris le travail. Malgré d'importantes conquêtes, l'ordre social reste le même. Les patrons s'organisent sous le mot d'ordre : *« Patrons, soyez des patrons ».* Le 7 octobre, pour la première fois, une entreprise, - la Chocolaterie des Gourmets - occupée par des grévistes, est « libérée » par la police. Au congrès du Parti radical, à Biarritz, les délégués condamnent *« l'occupation des usines, des magasins et des fermes, qui constitue une atteinte à la liberté ».*

Le 26 janvier 1937, le gouvernement Front populaire interdit l'Etoile nord-africaine. Les staliniens calomnient les nationalistes arabes en insinuant qu'ils convergent avec les colons fascistes. La répression n'est pas moins sévère en Indochine.

Le 13 février, Blum estime *« qu'un temps de pause est nécessaire »,* alors que même les 40 heures votées par l'Assemblée nationale ne sont toujours pas appliquées et que le chômage est loin d'être résorbé.

La bureaucratie du parti stalinien se consolide au sein du capitalisme français.

> *Le siège, en 1937, était transféré au carrefour Châteaudun : symbole d'enrichissement que ce grand immeuble moderne… Le Front populaire, pour le parti, n'est pas seulement le temps des grandes initiatives, le temps de l'enrichissement, de la conquête de positions économiques et matérielles, c'est aussi le temps où le formalisme et la hiérarchie deviennent envahissants…* (Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, t. 1, Fayard, 1980, p. 478-479)

Les dirigeants du PCF demandent une fois de plus que l'on élargisse le gouvernement vers la droite. Pivert, le chef de la GR de la SFIO, se prononce contre mais il se refuse à couper ses liens avec la bourgeoisie « démocratique » (il reste franc-maçon comme tant de dirigeants du PS et du PR) et à rompre avec le Parti radical, à ouvrir la perspective d'un gouvernement sans ministre représentant la bourgeoisie.

Des journaux se livrent à une débauche de mensonges et d'antisémitisme contre le gouvernement qui a cédé aux travailleurs, sachant que Blum est d'origine juive. Les organisations fascistes, dissoutes, se reconstituent sous de nouveaux noms. De nouvelles apparaissent publiquement (PPF fondé par Doriot, un ancien dirigeant du

PCF) ou agissent secrètement (CSAR, dit « Cagoule »). Les prix grimpent en flèche, les salaires ne suivent pas. Les travailleurs de l'Exposition des arts et des techniques se mettent en grève et, devant Jouhaux, Blum et Gitton, du bureau politique du PCF, accourus sur le chantier, ils s'écrient : *« Nos 15 % ! ».*

Après les colonies, c'est en métropole que le Front populaire passe en 1937 à la répression. Son équivalent le fait de manière sanglante à Barcelone, car une véritable révolution a éclaté en Espagne en 1936 (armement du peuple, contrôle ouvrier des entreprises, expropriation de terres…) ; c'est le cas à moindre échelle en France où la classe ouvrière est potentiellement plus puissante mais où la situation était seulement prérévolutionnaire.

Le 16 mars 1937, le Parti social français (ex-Croix-de-Feu) annonce un meeting à Clichy. À l'appel du maire socialiste et du député communiste, une contre-manifestation est organisée. La police du ministre PS Dormoy ouvre le feu : 5 morts (dont une militante de la GR) et des centaines de blessés.

Le 23 mars 1937, à l'Assemblée, députés PCF, SFIO et PR votent la confiance au gouvernement des fusilleurs de Clichy. Les dirigeants du PCF dénoncent… les « trotskystes ».

En juin 1937, le Sénat renverse le gouvernement Blum avec les voix des sénateurs PR. La SFIO s'incline. Malgré cette politique des chefs du PS-SFIO et du PC qui a sauvé la bourgeoisie et désarmé politiquement le prolétariat, l'aspiration des masses à la révolution n'a pas été encore étouffée.

En décembre 1937, des grèves éclatent à Goodrich, puis dans les services publics.

1938 : Les radicaux annulent les conquêtes de la grève générale

Le 12 mars 1938, Blum propose l'union sacrée à tous les partis pour redresser l'économie capitaliste et préparer la guerre inter-impérialiste. La GR s'y oppose, sur une base pacifiste.

Une nouvelle vague de grèves débute le 24 mars chez Citroën et s'étend à la métallurgie. Mais les appareils veillent. Le directeur du cabinet de Blum, Blumel (SFIO) menace les responsables des amicales socialistes d'entreprise : *« Si lundi 28 mars, la grève n'est pas terminée, Blum s'en va et vous aurez Pétain ».* En fait, les travailleurs auront Blum quelques jours puis Pétain pendant quatre longues années.

En avril 1938, Blum constitue un gouvernement « d'union nationale ». De nouveau, il est renversé par le Sénat grâce au vote des sénateurs PR. De nouveau, la SFIO s'incline. Le 10 avril 1938, Daladier (PR) constitue un nouveau gouvernement avec de fieffés réactionnaires, Reynaud, Sarraut, Ramadier, des « centristes catholiques » et autres « modérés ». La SFIO soutient le gouvernement Daladier « d'union nationale ». C'est celui de la revanche dont le programme préconise l'augmentation de la production, le blocage des salaires, la restauration de l'ordre. Le gouvernement prend aussi des mesures contre les immigrés : le décret-loi du 2 mai, l'arrestation et l'expulsion de dizaines de milliers de réfugiés.

La direction de la SFIO se débarrasse en juin de son aile gauche, qui lui a rendu service pour étouffer la crise révolutionnaire et isoler les travailleurs d'avant-garde des bolcheviks-léninistes. La GR devient gênante au moment de l'union sacrée.

Pivert, Hérard, Lefeuvre, Collinet, Nicolitch et Guérin créent en juin 1938 le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) avec plusieurs milliers de membres, une bonne partie de la base de la GR refusant de les suivre. La section française de la 4e Internationale, qui ne comporte que quelques centaines de militants, propose au PSOP de préparer une fusion sur la base du programme communiste révolutionnaire.

> *L'action pour le front unique prolétarien passe d'abord par le regroupement de l'avant-garde. Nous proposons la fusion entre Parti ouvrier internationaliste et le PSOP par la voie d'un congrès préparé en commun. Nous proposons qu'une discussion soit engagée dès à présent, au sommet comme à la base, sur le programme général, et sur le programme d'action (mots d'ordre immédiats). Notre parti propose le programme de la 4e Internationale.* (Pierre Naville, « Le front unique de défense et l'unité organique avec le PSOP », 18 novembre 1938, *L'Entre-deux guerres*, p. 588-589)

La direction du PSOP refuse.

> *Marceau Pivert propose, au lieu de la fusion des organisations, un « front unique ». Cela a un air solennel, mais ne contient pas grand-chose. Un front unique a un sens quand il s'agit d'organisations de masse. Mais ce n'est pas le cas… Ici, ce qui nous intéresse, c'est toute la politique… Il faut une concentration des forces sur un programme déterminé pour pénétrer avec des forces unies dans les masses…* (Lev Trotsky, « Lettre à Daniel Guérin », 10 mars 1939, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 629)

La question du front populaire explique le refus de Pivert, le PSOP persistant dans la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie « antifasciste ». Le PSOP refusera de passer à la clandestinité quand la 2e Guerre mondiale éclatera en 1940 et de disparaîtra sans gloire. Son noyau dirigeant retournera à la SFIO, tandis que celui de la BS passera au PCF.

Malgré la politique du Premier ministre Daladier, le PC et la SFIO ne rompent toujours pas avec le PR. C'est lui qui, en octobre 1938, décide de quitter le Front populaire. La bourgeoisie veut en finir avec les 40 heures. Elle l'obtient le 1er novembre : Reynaud publie une première série de décrets-lois, et déclare, triomphant : « *C'en est fini de la semaine des deux dimanches* ».

Le 21 novembre, des grèves éclatent en région parisienne, le 23, les ouvriers de chez Renault débraient, occupent l'usine de Billancourt qu'ils organisent tel un bastion armé. Mais les dirigeants sabotent : aucun tract n'est imprimé, aucun appel à la solidarité des autres entreprises n'est lancé. Le gouvernement approuvé par l'Assemblée à majorité Front populaire a ainsi les mains libres : 1 500 policiers attaquent l'usine, blessent des centaines d'ouvriers, arrêtent 300 d'entre eux et l'évacuent. 285 travailleurs sont condamnés par les tribunaux correctionnels pour « violences ».

Le 25, la direction de la CGT décide une grève de protestation de 24 heures prévue seulement 5 jours après, sans occupation ni manifestation. Le 30 novembre 1938, le gouvernement répond en mobilisant l'armée. Le patronat et la justice bourgeoise répriment sévèrement : plusieurs centaines de militants sont condamnés à des peines de prison ferme, d'autres sont licenciés par milliers, arrêtés, pourchassés. L'ordre patronal règne à nouveau dans les usines, comme en 1934-35.

Une situation révolutionnaire n'est pas éternelle. Celle de 1936 en France, faute d'une direction révolutionnaire, d'un parti de type bolchevik, capable de conduire les travailleurs à la prise du pouvoir, a reflué en un an et s'est transformée en trois ans, en situation contre-révolutionnaire. C'est l'œuvre des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

> *Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la lutte... Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché. Les ouvriers ne reconnaissaient pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée.* (Lev Trotsky, « L'heure de la décision approche », 18 décembre 1938, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 607-608)

Que signifie aujourd'hui commémorer Juin 1936 ?

Le PS et le PCF ont en commun de truquer l'histoire : ils fêtent en 2016 le 80e anniversaire, non de la grève générale, mais du FP. Or, le bloc des partis d'origine ouvrière avec des bonapartes et des partis bourgeois « progressistes », « antiimpérialistes » ou « antifascistes » a conduit le prolétariat à de multiples défaites en France et dans le monde. Ne serait-ce qu'en Espagne, à la même époque, où le Frente popular (propulsé par le PCE contre l'alliance ouvrière, rejoint par le PSOE, la CNT et le POUM) a désarmé politiquement la classe ouvrière insurgée au profit de la reconstitution de l'État bourgeois et qui prépara politiquement les conditions de la victoire du fascisme.

Le programme de transition de la 4e Internationale explique que ses sections n'ont place dans aucun front populaire.

> *La politique conciliatrice des « fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme.* (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GMI, p. 7)

Il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître cette funeste politique dans la participation du Parti communiste indonésien PKI à l'alliance Nasakom de Sukarno qui débouche sur le massacre d'au moins 500 000 communistes en 1965 [voir *Révolution communiste* n° 16] ; au gouvernement l'Unidad Popular du Chili du PS et du PCCh avec le PR et le MAPU, soutenue par le MIR, qui aboutit à la dictature de Pinochet en 1973 [voir *Cahier révolution communiste* n° 3] ; dans le pacte de la Moncloa signé par le PSOE et le PCE qui permet en 1977 à la monarchie de succéder à Franco en Espagne ; dans la constitution d'un gouvernement avec la bourgeoisie « démocratique » par le FSLN au Nicaragua en 1979 qui a sauvé le capitalisme en Amérique centrale ; dans le soutien du parti stalinien (Tudeh) et des organisations de guérilla (Fedayin, Peykar) aux ayatollahs « anti-impérialistes » en Iran qui aboutit à la contre-révolution islamo-fasciste en 1979, etc.

LO, le NPA et bien d'autres relaient la propagande du PCF selon lequel il se situe à gauche du PS. Ils reprochent régulièrement au PCF de s'allier... au PS. Mais, à chaque crise révolutionnaire en France, en 1936, en 1944-45, en 1968, le stalinisme s'est montré l'agent le plus résolu de la défense de l'ordre bourgeois.

> *Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial.* (Lev Trotsky, « Lettre ouverte aux ouvriers français », 10 juin 1935, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit, p. 511)

Les « réformistes » sont toujours aidés par le centrisme, une constellation de formations intermédiaires entre

réforme et révolution, verbalement radicales mais attachées viscéralement aux bureaucraties syndicales et politiques et, par-là, à la société bourgeoise.

> *Ce terme n'est pas une injure mais une conception tout à fait scientifique. Nous appelons centristes les tendances qui oscillent entre le marxisme (internationalisme) et le réformisme (patriotisme), mais qui, dans leur essence, sont généralement plus près du réformisme.* (Lev Trotsky, « Aux jeunes socialistes et communistes qui veulent penser », 22 juillet 1935, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit*,* p. 517)

Le POUM, durant la révolution espagnole de 1936-37, avait déjà pris une coloration « trotskyste » alors qu'il entrait, avec la CNT bakouniniste, dans le Frente Popular, une politique pourtant condamnée et combattue par la seule 4e Internationale. En 1964, l'organisation « trotskyste » du Sri Lanka LSSP, la plus grosse section de la « QI » pabliste (celle des fondateurs du NPA), forme un gouvernement de front populaire avec le parti bourgeois SFLP. Dans les années 1970, le groupe « trotskyste » MWT d'Afrique du Sud, affilié au CIO grantiste, rejoint le parti nationaliste bourgeois ANC, ce qui l'empêche évidemment de se battre pour l'indépendance de la classe ouvrière ; le MWT reste jusqu'en 1999 dans l'ANC alors que le SACP et le COSATU ont formé un gouvernement de front populaire (Triple Alliance) avec l'ANC. En 2004, le groupe « troskyste » CR du Venezuela, de la TMI grantiste, soutient le colonel Chavez, un nationaliste bourgeois et rejoint son parti nationaliste bourgeois PSUV. En 2004, l'organisation « trotskyste » SWP de Grande Bretagne, inspiratrice de la TSI cliffiste, lance un mini-front populaire avec un député travailliste anti-avortement (Galloway) et la branche locale des Frères musulmans (MAB). En France, l'organisation « trotskyste » LO, tête de file de l'UCI hardyste, participe en 2008 à des listes aux élections municipales avec le PRG (ce qui reste du Parti radical), EELV (écologiste) ou le MRC (néo-gaulliste)…

Aujourd'hui, dans le monde, la plupart des partis et groupes centristes se réclament de Trotsky car l'étoile des Staline, Tito, Hoxha, Hô, Mao, Kim, Khrouchtchev, Castro et Pol a singulièrement pâli. Mais le « trotskysme » du centrisme contemporain n'est pas plus authentique que le « marxisme » de Guesde quand il entra au gouvernement d'union sacrée en 1914 ou que le « marxisme-léninisme » de Thorez quand il devint ministre de De Gaulle en 1945.

Pour le NPA dont le mensuel *L'Anticapitaliste* de juin 2016 titre sur *« La grève générale de mai-juin 1936 »,* le bolchevisme, c'est du passé. L'article se conclut sur une phrase creuse sur *« la nécessité, toujours aussi actuelle, d'envisager un mai-juin 36 qui aille jusqu'au bout ».* Quel « bout » ? Si c'est la révolution socialiste, la dictature du prolétariat, le socialisme-communisme mondial, pourquoi ne pas le dire ? Et surtout, comment aller au bout, en s'opposant comme le NPA, tout le printemps 2016, à la grève générale, en se refusant à affronter la bureaucratie de la CGT ?

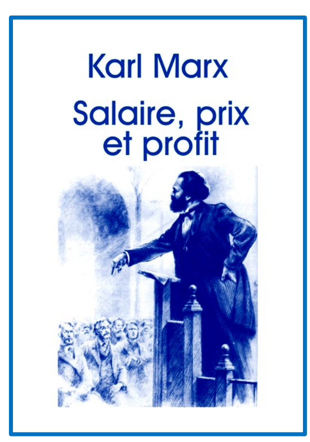
LO est encore plus capitularde envers l'appareil corrompu de la CGT. Son mensuel *Lutte de classe* de juillet ne définit pas le rôle contre-révolutionnaire joué par le Front populaire de 1935-1938 et ne dit pas un mot de la nécessité du combat pour la grève générale aujourd'hui. Il s'agirait pour le prolétariat *« de se renforcer, d'acquérir une conscience politique qui lui permette de contester le pouvoir de la bourgeoisie ».* Or, la direction de LO, durant des mois cruciaux, a demandé aux travailleurs de suivre les consignes de Martinez, le Jouhaux d'aujourd'hui. L'alignement de LO, du NPA, du POID, du POI, d'AL, etc. sur la direction de la CGT et de FO, la défaite dont ils sont complices, amoindrissent la *« conscience politique »*, renforcent le FN et éloignent le moment de la prise du pouvoir.

« Contester », « aller jusqu'au bout », « se renforcer » sans préciser les objectifs du mouvement (la dictature du prolétariat, l'expropriation du capital, les États-Unis socialistes d'Europe, le socialisme mondial), en s'opposant aux méthodes à employer pour y parvenir (la grève générale, l'armement du peuple, de nouveaux organes démocratiques de lutte et de pouvoir, l'insurrection) : les bavards centristes complètent toujours la besogne des traîtres sociaux-impérialistes.

> *Oui, nous sommes encore isolés des masses. Par qui ou par quoi ? Par les organisateurs du réformisme, du stalinisme, du patriotisme, du pacifisme et par les groupements centristes intermédiaires de tout genre dans lesquels s'exprime- parfois sous une forme extrêmement indirecte et complexe - le réflexe d'autodéfense du capitalisme expirant.* (Lev Trotsky, « Lettre à Daniel Guérin », 10 mars 1939, *Le Mouvement communiste en France,* Minuit*,* p. 627)

La tâche de l'avant-garde, que les centristes compliquent, est de tirer les leçons de la grève générale de 1936, de la trahison du Front populaire, des multiples gouvernements bourgeois ultérieurs avec la participation conjointe du PS et du PCF (1945, 1981, 1997), de combattre les bureaucraties syndicales qui accompagnent désormais les attaques anti-ouvrières, d'ouvrir la voie de l'auto-organisation, de recréer une internationale communiste, de construire dans ce pays un parti ouvrier révolutionnaire, afin que le prochain assaut du prolétariat français soit victorieux..

15 juillet 2016



Cahier révolution communiste n° 10, 2 euros auprès des militants, 3 euros par la poste

En juin 1865, Karl Marx présenta un exposé lors de deux réunions du conseil général de l'Association internationale des travailleurs (AIT) dans le cadre d'une discussion sur les syndicats. La 1re internationale ouvrière avait été fondée à Londres en 1864. John Weston, un disciple du britannique Robert Owen, soumit le 14 mars au conseil général une résolution réfutant tout effort pour augmenter les salaires. Selon ce projet, une augmentation des salaires de certains travailleurs conduirait à la baisse des salaires d'autres salariés et, si elle était générale, n'aboutirait qu'à une hausse des prix qui annulerait la hausse des salaires nominaux en termes de pouvoir d'achat.

L'hostilité aux grèves et aux syndicats était partagée dans le mouvement ouvrier naissant par les partisans du français Pierre-Joseph Proudhon et de l'allemand Ferdinand Lassalle. Weston, comme Lassalle, reprenait à son compte la théorie du « fonds salarial » de la « science économique » de l'époque. Pour T. Malthus, J. Marcet, J.S. Mill, J.R. McCulloch, N. Senior… le total des salaires réels était une part fixe de la production. Marx, qui travaillait à rédiger *Le Capital,* réfute dans son exposé cette thèse pro-capitaliste. Même si toutes les marchandises sont vendues et achetées à leur valeur, elles dégagent des profits. Les capitalistes en contrôlent la production, en effet, grâce à l'achat non pas du travail, mais de la force de travail qui crée plus de valeur qu'elle ne coûte. La valeur de la force de travail est déterminée, comme toute marchandise, par la quantité de travail abstrait nécessaire à la produire. À ce titre, elle inclut un élément historique, social qui est déterminé par la lutte entre capital et travail. Renoncer à la lutte pour augmenter le salaire ou pour empêcher sa baisse, ce serait pour le prolétariat accepter, dans l'immédiat, la dégradation et renoncer, à l'avenir, à transformer radicalement la société pour en finir avec la précarité et la pauvreté.

L'AIT tourna le dos aux dogmes empruntés à la bourgeoisie qui l'auraient condamnée à n'être qu'une secte à l'écart du mouvement réel des travailleurs qui se déployait en Europe à la fin des années 1860. Le congrès de 1866 adopta une résolution favorable au syndicalisme et pour la journée de 8 heures maximum.

Cahier révolution communiste n° 11, 2 euros auprès des militants, 3 euros par la poste

Le mouvement de 1995 en défense des retraites

60 À TAUX PLEIN

La gestion loyale du capitalisme par Mitterrand et ses gouvernements de type front populaire déçoit la classe ouvrière. Dès 1982, le gouvernement « Union de la gauche » (PS-PCF-MRG) bloque les salaires et les retraites. Le chômage frôle officiellement le seuil de 3 millions de personnes fin 1992. En mars 1993, le RPR gagne les élections législatives. Le gouvernement Balladur porte à 40 années, au lieu de 37,5, le temps de cotisations pour la retraite à taux plein des travailleurs du régime général de la Sécurité sociale. En mai 1995, Chirac est élu président de la République, face à Lionel Jospin. Il nomme Alain Juppé Premier ministre. Le 15 novembre 1995, celui-ci annonce un plan « pour redresser les comptes de la Sécurité sociale ». Le plan Juppé prévoit la remise au parlement du budget de la Sécurité sociale pour limiter les dépenses de la branche maladie. En ce qui concerne la branche vieillesse, il comporte une réforme des régimes spéciaux de retraite ainsi qu'une augmentation des annuités de cotisations des fonctionnaires à 40.

À la grande surprise du gouvernement et de ses larbins, la jeunesse scolarisée, qui avait commencé à manifester dès octobre, est rejointe par de gros bataillons de la classe ouvrière. Il y a jusqu'à plus d'un million de manifestants dans les rues. Les travailleuses et les travailleurs des entreprises publiques - en particulier la SNCF - et de la fonction publique entrent en grève. Néanmoins, ils ne parviennent que partiellement à déborder les bureaucraties syndicales. Les directions confédérales multiplient les journées d'action avec l'appui du PS, du PCF, du PT, de LO, de la LCR et refusent d'appeler à la grève générale. Ce qui permet au gouvernement de manoeuvrer : il recule sur les annuités des fonctionnaires et les régimes spéciaux.

Voici le bilan que tire alors le Comité pour la construction du POR et de l'IOR (dirigé par Stéphane Just). L'échec encourage les gouvernements bourgeois : en 2003, le loi Fillon oblige à cotiser 42 années ; en 2008, Sarkozy l'étend aux « régimes spéciaux » des entreprises publiques ; en 2010, la loi Woerth repousse l'âge de départ à 62 ans.

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros

à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM .... Prénom ....

Adresse postale ....

Adresse électronique ....@..